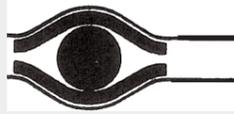


HAÏTI OBSERVATEUR



Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York,
cet hebdomadaire est édité
par la société
Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: \$1,00
Partout ailleurs : 1,50 \$
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. XXXXVIII, No. 5 New York : Tel : (718) 812-2820; • Montréal (514) 321-6434; • Port-au-Prince: (011 509) 223-0785 • Paris (33-1)43-63-28-10 7 - 14 février 2018

UNE DÉLÉGATION PARLEMENTAIRE DES DEUX CHAMBRES EN RÉP. DOM.

Rencontre secrète : Lambert et Bodeau avec Danilo Medina

Jovenel Moïse de connivence avec ses alliés au Parlement...

Par Léo Joseph

Quand Joseph Lambert se trouve impliqué dans une affaire, il faut s'attendre à ce qu'il fasse les choses « *en catimini* ». Moins de quarante-huit heures après avoir utilisé un tel procédé, au Sénat de la République d'Haïti, pour évacuer le rapport PetroCaribe vers la Cour supérieure des comptes et du contentieux administratif (CSCCA), il se retrouve, en compagnie du président de la Chambre basse, Gary Bodeau, à Santo-Domingo, la capitale de la République dominicaine. Ce n'est qu'après leur retour au pays, plus de vingt-quatre heures plus tard, que le quotidien dominicain *Listin Diario* a vendu la mèche en révélant cette visite qu'il dit « *secrète avec le président domini-*



Le député Gary Bodeau, extrême gauche, suivi du sénateur Joseph Lambert, puis du président Danilo Medina et d'autres officiels dominicains, au Palais présidentiel, à Santo Domingo.

cain». Il s'agit d'un événement insolite qui recèle des initiatives inavouées et inavouables.

Bien que, selon l'organe de presse dominicaine, le président du Sénat et de la Chambre des députés haïtiens fussent accompagnés d'une importante délégation mixte de députés et de sénateurs, seuls les présidents des deux Chambres ont eu, dans un premier temps, selon un observateur, une réunion en « *tête-à-tête* » avec Danilo Medina, le chef d'État dominicain. On prétend qu'après un laps de temps, au cours duquel, sans doute, d'après ce que croit ce même observateur, pour permettre aux visiteurs de prendre le déjeuner du midi ensemble, il y eut une seconde

Suite en page 2

AIDE INTERNATIONALE À HAÏTI Jovenel Moïse part en guerre contre le gaspillage entretenu par les ONG Mais la communauté internationale risque de faire la sourde oreille à ses imprécations



Jovenel Moïse ne comprend toujours pas la dynamique de l'aide internationale.

Par Léo Joseph

Un an après avoir reçu les clés du Palais national, Jovenel Moïse s'est rendu compte que son gouvernement, à l'instar des administrations Préval et Aristide avant lui, se trouve dans une camisole de force par rapport à la communauté internationale. Mais en faisant ses épanchements du cœur, dans le cadre d'une interview au média américain *Bloomberg News*, diffusé le 1er février de cette année, il a attaqué le problème par le mauvais bout. En déclarant que « *Chaque année, nous recevons entre 1,2 milliards et 1,4 milliards de dollars d'aide ou plus. Cependant, tout l'argent est dépensé dans l'état de désordre de*

Suite en page 14

CARNAVAL 2018 ET MICHEL MARTELLY

La mairie de Jacmel bannie du budget par le Premier ministre



Le maire de Jacmel Macky Kessa.

L'édition de 2018 du Carnaval national est source de conflit qui risque d'avoir des répercussions politiques inimagi-

nables autour de la décisions de certaines mairies du pays de

Suite en page 13

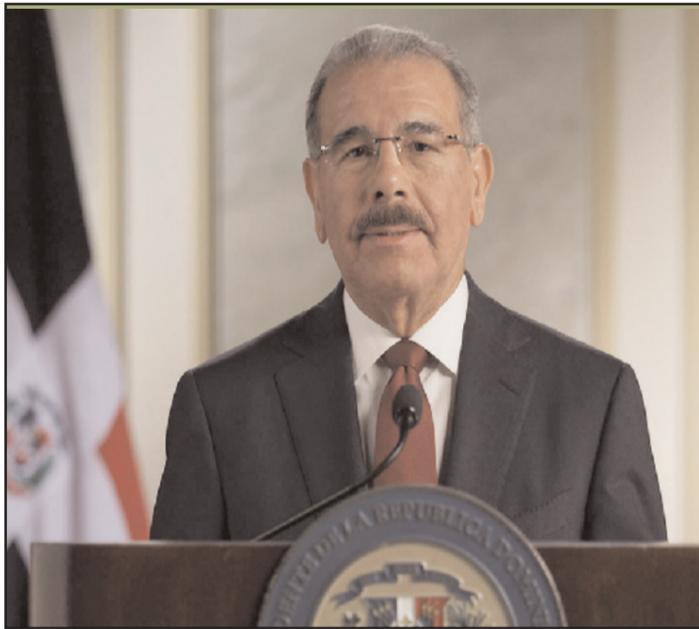
UNE DÉLÉGATION PARLEMENTAIRE DES DEUX CHAMBRES EN RÉP. DOM. Rencontre secrète : Lambert et Bodeau avec Danilo Medina

Jovenel Moïse de connivence avec ses alliés au Parlement...

Suite de la page 1

rencontre avec M. Medina à laquelle ont assisté toute la délégation.

Chose on ne peut plus bizarre, cette visite s'est révélée clandestine, puisque le journal dominicain a rapporté qu'elle n'a été annoncée par aucune agence ou institution dominicaine; et que ce quotidien dominicain, généralement mis au courant des déplacements d'officiels haï-



Le président dominicain Danilo Medina.

tiens vers la République dominicaine, ignorait la présence de cette délégation parlementaire haïtienne. Il semble qu'un reporter de *Listin Diario*, un « fouineur » en poste presque en permanence au Palais présidentiel dominicain, ait, comme par hasard, signalé le va-et-vient des parlementaires haïtiens.

Mais cette visite rendue au président dominicain par Lambert et Bodeau, est qualifiée de courtoisie par le député Bodeau, cité par le quotidien haïtien *Le Nouvelliste*, dans son édition du 5 février 2018. M. Bodeau n'a pu fournir de détails concrets concernant sa rencontre que lui et son collègue du Sénat ont eu avec le premier mandataire dominicain. Il a expliqué pour le journal que la séance sur le rapport PetroCaribe s'étant prolongée au-delà du temps imparti, la délégation n'a pu voir tous les officiels dominicains qu'elle devait rencontrer, se bornant à se réunir, dit-il, uniquement avec le président Danilo. Aussi fait-t-il savoir qu'il y aura une visite à projeter ultérieurement. Tout

en indiquant que le chancelier dominicain, que les parlementaires haïtiens ont pu visiter, se propose de venir bientôt en Haïti.

Interrogé par Robenson Geffrard du *Nouvelliste* sur la teneur de la rencontre des présidents des deux Chambres, avec Danilo Medina, Bodeau s'est limité à donner des réponses qui restent au niveau des généralités. Comme, par exemple : c'est « un grand ami d'Haïti », indiquant qu'ils ont abordé des points dans

d'autres domaines tels que la contrebande, le tourisme, la migration. Mais aussi que le président Danilo va intervenir pour empêcher que soit augmenté le prix du visa multiple d'un an. Le coût devrait presque doubler, passant de USD 200 \$ à 350 \$.

Toutefois, l'Immigration dominicaine a annoncé que l'augmentation du coût du visa a connu une hausse de USD 150 \$. En vertu de cette hausse, le prix du visa est passé effectivement à USD 350 \$. Il semble que l'intervention du chef d'État dominicain dans ce domaine se fasse toujours attendre.

Aucun communiqué n'a été publié

La visite, prétendument de courtoisie, des parlementaires haïtiens au président dominicain, à l'instar de celle qu'avait rendue à M. Medina le candidat élu Jovenel Moïse, en janvier 2017, est biscornue à plus d'un titre. Aussi suscite-t-elle des questions pertinentes dont les réponses ne viendront pas de la présidence haïtienne.

En effet, comment expli-

quer l'absence de communiqué de presse à la fin de cette rencontre, ni du côté de la présidence dominicaine ou de celui des visiteurs haïtiens ? Pourquoi les parties sont-elles restées muettes, laissant aux uns et aux autres de donner dans les conjectures ? Comment expliquer aussi cette dérogation au protocole qui fait que, loin de rencontrer leurs vis-à-vis dominicains, les parlementaires haïtiens ont-ils bénéficié du droit de discuter avec l'exécutif dominicain ? La délégation parlementaire haïtienne n'a pas jugé nécessaire d'informer la nation, via la presse nationale, qu'elle s'absentait du territoire national en vue de cette rencontre irrégulière avec le chef de l'Exécutif dominicain. A noter que l'article du *Nouvelliste* relatif à cette visite est publié après le retour des parlementaires haïtiens dont la grande majorité sont issus du Parti haïtien tèt kale (PHTK), l'organisation politique créée par l'ex-président Michel Martelly, donc au pouvoir; et d'autres formations politiques proches de la présidence.

En effet, *Le Nouvelliste*, dans la même édition, donne une liste partielle des parlementaires ayant fait partie de la délégation qui a effectué le déplacement avec MM. Lambert et Bodeau. Il s'agit, pour les sénateurs, à part les deux présidents (Sénat et Chambre basse), de Jean-Marie Ralph Féthière, Hervé Fourcand, Wilot Joseph, Wilfrid Gélin, du PHTK; Nawoom Marcélus (Bouclier); Onondieu Louis (KID); et Sorel Jacynthe (INITE). Les députés suivants faisaient partie de la délégation : Alfredo Antoine, Abel Descolines, Benjamin Guerda et Willer Jean.

En mission pour Jovenel Moïse ?

Une source proche de la présidence, qui souhaite rester anonyme, a fait savoir que la délégation parlementaire a fait le voyage pour le compte du président Jovenel Moïse. Refusant de divulguer la nature de la « mission », il affirme ne pas en vouloir compromettre le succès. Il prétend, par cette explication « laconique », dissiper toute velléité de faire passer cette visite pour une sorte de « complot » ou de « coup fourré » contre le président.

Mais, à la question de savoir quel est l'économie de cette délégation pléthore en

visite auprès du président dominicain, l'informateur a déclaré que c'était avec l'idée de confondre les gens ayant «

—, auprès d'un gouvernement étranger.

En tout cas, dans la mesure où l'affaire qui fait l'objet



Le président du Sénat Joseph Lambert, magouilleur par excellence.

l'imagination fertile » et qui ne manqueraient pas de sauter sur l'occasion pour échafauder des « scénarios nui-

de ce déplacement semble être destinée à rester entre PHTK et alliés, il y a fort à parier qu'il s'agit d'une ques-



Le président de la Chambre basse Gary Bodeau, apprenti magouilleur.

sibles».

Toutefois, un autre individu ayant ses entrées au Palais a laissé entendre qu'il s'agit bien d'une mission auprès du chef d'État dominicain, que le président Moïse leur a confiée, consistant à solliciter les « bons offices » du mandataire dominicain, dans le cadre de « démarches sensibles » qui doivent être menées — ou qui sont même déjà en cours

tion qui concerne l'exécutif haïtien et ses alliés au Parlement.

Tout compte fait, il y a anguille sous roche. D'ores et déjà, ici, à *Haïti-Observateur*, nos journalistes sont globe-trotters sont mobilisés afin de faire la lumière sur ce mystère qui ne semble augurer rien de bon pour Haïti. C'est donc la chasse aux actions illicites.

Ti-Simone a gagné

Par **Jean Willer Marius**

Il était une fois... ! Une fois de plus, une fois de trop, Ti-Simone a encore gagné.

Si l'on parlait du laxisme intellectuel qu'aurait affiché Edmond Dantès de Radio Caraïbes... Il aurait dans ce courant d'idées soit nié soit renié le fait que le temps sait rattraper cette forme de laxisme. N'eût été Martelly qui l'aurait poussé à se dévoiler. Ni tel qu'il sait le faire. De son cachot mélancolique.

Qui l'eût cru ? Un journaliste attiré, à qui on aurait confié une certaine autorité dans la maîtrise d'une émission de radio. Personne n'aurait su combien nu et indécent était l'alter ego de Ti-Simone.

Imaginons un instant. Que nous ne sommes plus à l'aube, donc ni à l'aurore, mais au crépuscule, de... Pour citer une phrase de l'épilogue de Jean Paul Enthoven (Saisons de papier, Grasset Paris 2016), qui nous garantit que ces trésors

seront épargnés par la fin du monde ? Dans L'événement martelly-vs-edmond, y a-t-il un bon et un mauvais, ou un bon et un bon, ou encore un mauvais et un bon ? Si c'était la symbolique de la fin d'un monde, qu'est-ce qu'on, et qui est-ce qui on aurait conservé (de ces deux) après l'épilogue ?

Moi, Archelois, m'estimant victime du journalisme-d'edmond au moment où, le 6 mars 2017, j'avais appelé à cette même émission pour porter plus haut le cri des Archelois vilipendés, battus, gazés et tués à un moment où la crise martelly/jovenel vs Arcahaïe battait son

plein... N'avait-il pas décidé de l'épilogue du citoyen archelois quand il a lâché laconiquement qu'on devrait relâcher toute la meute de policiers..., dressés à ce genre de descente, provoquant des fins de vie à la manière haïtienne ? Le gendarme... Et mettre ce qui reste des Archelois en prison. Le type ne serait-il donc pas à son coup d'essai.

Arrêtons-nous là... , d'ailleurs, je n'existe plus depuis, d'ailleurs nous sommes dans l'après-épilogue.

Alors qui de ces Archelois existent encore ? Nombreux sont enfermés en prison, ou sont par-

tis pour l'exil. Alors Ti-Simone, dans ce contexte, a encore gagné, puisque Edmond dans cette attitude réitérée n'a su l'évincer, sinon s'est érigé en son véritable alter ego. Attiré, dans les bas-fonds infects, par la loi de la pesanteur de Ti-Simone.

Je vis personnellement un recommencement, comme un clone, puisque le clone a survécu à la messe basse du nouveau compagnon de Ti-Simone.

Oups... , j'oubliais : Edmond Jean-Baptiste

Hélas! La république a perdu... Gare à celui qui la laissera se reperdre !
3 février 2018

PLAIDOYER POUR UNE NOUVELLE HAÏTI

De « *pays trou-de-cul* » à un pays digne de son passé, de son histoire, de sa mémoire

La présidence américaine de Donald Trump viendrait-elle de nous renvoyer la « merde » en plein visage en traitant notre «*Haïti chérie*» de «*pays trou-de-cul*», considérant l'énorme controverse partie de Washington ? La controverse provoquée par ces frasques impose les questions à savoir : l'outrage est-il la réponse à ces propos odieux ? Pourquoi les Haïtiens sont-ils si outrés par les propos d'un président internationalement estimé comme étant inepte ? Combien chérie est réellement Haïti ?

Laissons calmement ces questions guider notre réflexion afin d'une part de décoder le message sous-jacent à ces propos, d'autre part d'y tirer quelques enseignements. Je parlerai de « la présidence américaine de Donald Trump », et non seulement de « Donald Trump », par souci de replacer les propos dans leur contexte et de les restituer dans la sphère de pouvoir d'où ils émanent.

Une parole de pouvoir

Plusieurs commentaires, incluant celui de la note de presse du gouvernement haïtien, parlent de « racisme » comme s'il s'agit de « parole » d'une personne privée, d'un goujat insolent, sans aucune conscience de l'histoire, qui a voulu nous insulter comme peuple, comme nation et comme pays. J'ai en même temps lu des positionnements de consolation disant que, « heureusement, tous les Américains ne sont pas racistes ».

Je laisse la thèse du racisme là où elle est, dans la mesure où je la considère comme une voie sans issue. Elle n'est porteuse d'aucune réflexion, d'aucune compréhension et d'aucune lumière. Les commentaires qu'elle génère étant de nature émotionnelle, l'interprétation qui en découle apparaît excessivement naïve. Car, loin de référer à un ressentiment personnel, il s'agit d'une *parole de pouvoir* prononcée par l'homme le plus puissant au monde. Le président des États-Unis est une personne qui n'agit sans conseillers ni sans agendas. Il chapeaute une institution (l'institution de la Présidence) qui rassemble en son pouvoir les principales institutions américaines.

Conformément à son rang, son statut et ses fonctions, Donald Trump est à la fois Chef d'Etat, chef du gouvernement fédéral américain et commandant en chef des forces armées des États-Unis d'Amérique. Le président dispose de vastes pouvoirs (formels, informels et discrétionnaires) dans les domaines administratif, judiciaire, législatif et diplomatique.

Il dicte en majeure partie l'agenda politique et législatif de son parti. La Constitution américaine lui donne, assortie de conditions difficiles à battre, le droit d'opposer son veto à des lois déjà votées par les chambres. Il dirige la politique interne des États-Unis comme il est l'ultime responsable de la politique étrangère.

Finalement, c'est le président qui répond de la position des États-Unis dans les grandes instances internationales ainsi que dans les négociations bilatérales et multilatérales. Il signe les traités avec les pays étrangers, et son administration détermine souvent le niveau d'aide à apporter aux pays en difficultés. Alors, faisons-nous face aux propos d'un grossier *quidam* ? Ou, faisons-nous ici face à une vision américaine, en outre, la systémique, qui a depuis des temps préexisté au sein de l'Administration, et que la présidence de Donald Trump n'a pas su résister à répéter en public ? Ces propos ne traduisent-ils pas surtout les frustrations et la fatigue que génère un pays dépendant et en faillite; embrayé depuis trop longtemps en marche arrière ?

L'outrage est-il une solution ?

Quand arrivent des événements de cette nature, il est de notre habitude d'être outrés, mais sans en faire œuvre qui vaille. Nous avons, oserais-je le dire, l'habitude d'être outrés pour la galerie. Les douleurs et ressentiments suscités ne semblent pas franchir la porte d'entrée de nos intelligences collectives ni celles de nos univers d'actions.

Il y eut le massacre des Haïtiens en République Dominicaine. Nous étions outrés. Il y eut le phénomène de *braceros* et des vagues successives de déportations de personnes nées en

République vers Haïti. Nous étions outrés, et continuons d'être outrés. En novembre 1980, il y eut l'affaire Cayo Lobos, aux Bahamas. Nous étions outrés. Toujours, au cours des années 1980, Haïti a été désignée comme *un pays basket-case*. Nous étions outrés. On nous a accusés d'être les porteurs du VIH (Sida) aux États-Unis. Nous étions outrés. Il y eut le massacre des électeurs de la Ruelle Vaillant pour les élections présidentielles du 29 novembre 1987. Nous étions outrés. L'année de la célébration du bicentenaire de notre indépendance, on a reçu en pleine face la gifle, celle de voir le président de la République forcé à l'exil. Nous étions outrés. Il y eut la dernière épidémie de choléra. Nous étions encore une fois outrés, mais sans jamais nous pousser à agir en conséquence.

Nous avons définitivement manqué tous ces rendez-vous avec l'histoire et avec notre histoire. Nous avons dilapidé le merveilleux héritage de respect, de dignité et de fierté que nous ont légué nos aïeux. Nous avons effacé, de nous-mêmes, la plus belle page d'histoire jamais issue de l'action humaine, celle de l'Indépendance d'Haïti imposée par une horde d'esclaves et de va-nu-pieds noirs à l'une des plus grandes puissances militaires de l'époque. Nous avons nous-mêmes mis à l'encan public notre identité de peuple fier, digne et respecté.

La note de presse du gouvernement haïtien

Puisqu'il faut aussi le faire, j'applaudis à demi le gouvernement haïtien d'avoir pour une fois réagi, d'avoir pour une fois compris que l'honneur national a été ouvertement foulé au pied par «un pays ami». Néanmoins, il devient étonnant que de constater que face à de telles énormités, le gouvernement publie une note de presse qui en appelle aux grandes valeurs américaines, et non une note de protestation ou de contestation. Le choix des mots n'est-il pas aussi important que les réalités, les sentiments, les déceptions et les frustrations qu'ils aident à exprimer, à traduire et à communiquer ?

Dans sa note de presse, le

gouvernement haïtien se dit «profondément indigné et choqué» des propos « irrespectueux et insultants » du président américain. Il « condamne avec la plus grande fermeté... ces propos odieux et abjects... inacceptables ». « Il y a lieu de croire qu'il s'agit, une fois encore, d'une véritable méprise tant ces déclarations insultantes et répréhensibles ne correspondent en rien aux vertus de sagesse, de retenue et de discernement que doit cultiver toute autorité publique », poursuit la note.

Ces propos seraient « de surcroît incompatibles avec les liens multiples tissés par la longue histoire d'amitié et de convivialité qui unit les deux peuples des deux plus vieilles Républiques de l'hémisphère ». Puis, tout en rappelant l'aide que nous avons apportée aux États-Unis à plusieurs moments difficiles de leur histoire de pays fédéré, le gouvernement haïtien suggère que la République des États-Unis et la République d'Haïti ne font pas seulement partie d'un même ensemble hémisphérique, elles ont des destins croisés. Il « en appelle au respect de la dignité des peuples, à la préservation des traditions humanistes dont s'honorent à juste titre les États-Unis d'Amérique ainsi que des valeurs d'altruisme et de respect des différences qui ont fait de ce pays, au fil de son histoire, un havre de liberté et une terre d'accueil... ».

C'est justement là que la note de presse du gouvernement haïtien interpelle l'observateur avisé. Haïti a été le grand foyer de liberté du monde moderne, le pays qui a ouvert ses entrailles et ses frontières sans condition à tous les persécutés et assoiffés de liberté et de justice, qu'ils soient de l'Allemagne, du Liban, de la Syrie, de l'Amérique espagnole ou des États-Unis; qu'ils soient Italiens, Juifs ou Arabes.

Nous sommes issus d'un pays d'histoire, et nous sommes un peuple de mémoire. Malgré nos multiples déboires, les « conneries » d'un ignare inculte, arrogant et mal éduqué par-dessus tout ne sauraient nous ravalier à son propre niveau d'identité profonde. L'habit ne fait pas le moine, tout comme l'usurpation de la présidence américaine n'arrivera jamais à affubler un valet, même riche, de la dignité, de la

noblesse et de la stature d'un vrai homme d'État.

Une trajectoire ponctuée de tragédies

La note de presse fait également émerger la question de savoir : comment expliquer que les deux plus vieilles Républiques de l'hémisphère aient des trajectoires si différentes. Sans pouvoir être exhaustif, disons-nous que notre histoire est ponctuée de tragédies. Que de couleuvres n'avons-nous pas avalées depuis 1804 ! Que n'avons-nous pas payé pour cette indépendance acquise aux prix du sang de nos aïeux ! Notre dix-neuvième siècle a été sacrifié pour payer la dette d'une indépendance acquise à la pointe des armes et à la vaillance de nos ancêtres. Nous avons vécu l'invasion et l'occupation américaine, le pillage de nos ressources naturelles ainsi que l'appropriation par l'occupant de notre réserve d'or. Nous avons connu, à partir des années 1950, l'émigration et l'expatriation de nos classes intellectuelles et professionnelles. On dirait que le diable et le Bon Dieu s'acharnent à handicaper notre marche historique. L'ange et le démon se liguent obstinément tous deux, à nous soumettre en condamnés, à vivre.

L'assassinat de notre culture et de notre âme de peuple

On a, à maintes reprises, tenté de nous dépouiller de qui nous sommes, et de nous forcer à devenir ce que nous ne saurions jamais être. Après les effets délétères du concordat catholique et ceux de la « Campagne *rejete* », l'arrivée du protestantisme a tué notre âme de peuple et diabolisé la culture qui résonne dans nos entrailles et fait danser nos tripes.

Qu'avons-nous fait de notre musique et de notre riche folklore ? Fouillez le *YouTube*, vous entendrez des chœurs de la Chine, des États-Unis ou d'Allemagne interpréter en créole des chansons comme « Papa loco » ou « Gede nibo ». Des musiciens allemands louent la musique haïtienne comme l'une des plus riches, des plus belles et des plus mélodieuses au monde. Nous,

Suite en page 7

DÉVELOPPEMENT PERSONNEL

Les conséquences du divorce sur le cœur

Par Rosie Bourget

Destiné non seulement aux amoureux, on dit que le mois de février est aussi le mois du cœur. Y-a-t-il un mois consacré à ceux qui ont le cœur brisé à la suite de la perte de l'être cher, d'un divorce ou d'une déception amoureuse ? Quel rapport existe-il entre le divorce est le cœur ? Nombreux sont ceux qui ne savent pas que le chagrin et des émotions trop fortes seraient réellement capables de démonter notre cœur en pièces.



Rosie Bourget.

Le but de ce billet n'est pas de faire un cours biblique, mais plutôt d'établir les rapports entre le divorce et les maladies cardiovasculaires en se référant à quelques versets et passages bibliques. Le mot divorce vient du latin « *divortium* » qui signifie « *se détourner* » ou bien « *séparation* ». Il désigne la rupture officielle qui unit un homme et une femme mariés. Chez les Grecs comme chez les Romains, deux types de divorce s'exerçaient : le divorce par consentement mutuel et le divorce par répudiation. Le divorce par consentement mutuel se définissait par une séparation prise d'un commun accord entre les deux conjoints. Le divorce par répudiation s'octroyait uniquement au mari, car lui seul avait le droit de chasser sa femme du domicile conjugal. Les motifs de répudiation pouvaient être : mauvaise mère ou encore mauvaise épouse.

Le divorce est un sujet qui fait débat au milieu de la communauté chrétienne. Dans le mariage, si la femme ne plaît plus au mari, alors celui-ci usera d'astuces pour se séparer de son épouse en poussant l'autre à bout, pour divorcer, ceci est tout simplement

de l'hypocrisie, du mensonge et de la méchanceté. Mais encore, combien d'époux ne se parlent-ils pas à la maison ? Ils vivent ensemble sous le même toit comme si de rien n'était. Combien de femmes ne se refusent-elles pas à leur mari en fermant leur jardin pendant des mois, voire des années entières par esprit de vengeance, parce qu'elles n'ont pas pardonné une erreur de leur époux. Tout cela pour pousser ces derniers à la faute, c'est-à-dire à l'adultère. Combien de maris ne délaissent-ils pas leur femme à cause d'une surcharge pondérale ? Parce que sa femme n'a plus le même corps que les premiers jours idylliques de leur mariage, à cause des grossesses notamment.

Du coup, en agissant ainsi la femme est blessée. Combien d'hommes n'abandonnent-ils pas leur rôle de chef de famille à leur femme, en délaissant l'instruction de leurs enfants, en considérant plus le comptoir du bar du coin de la rue, ou bien encore en étant plus dehors à faire soit disant l'œuvre de Dieu pour éviter les disputes à la maison ? Alors que Dieu leur a confié premièrement leur foyer et non les gens du dehors. Tout ceci, c'est de la sorcellerie, car tous ces comportements ne sont que ténèbres et ne rendent pas gloire à quiconque. Tout cela ramène alors une séparation qui est premièrement spirituelle et se terminera par une séparation physique. Beaucoup de personnes ont déjà divorcé spirituellement sans le savoir, car en menant une vie comme celle-ci, ils vivent comme des personnes séparées, non unies par l'alliance de Dieu.

Selon une étude américaine, les personnes divorcées seraient plus susceptibles de subir une crise cardiaque que les hommes et femmes mariés. L'analyse, publiée dans la revue *Circulation*, porte sur 15 827 personnes et s'étale sur une période allant de 1992 à 2010. Les conclusions de l'étude révèlent que la santé mentale d'un individu peut affecter sa santé cardiaque et que le divorce a des effets sur la santé. En effet, d'après les experts de l'université Duke, aux États-Unis, le stress chronique, lié au divorce, a un impact à long terme sur le corps, et les femmes sont les plus vulnérables.

Le professeur Jeremy Pear-

son, de la British Heart Foundation, a jugé que les conclusions de l'étude montraient que « *le divorce pourrait accroître le risque d'une crise cardiaque chez une personne* ». Il a toutefois averti que « *les résultats ne sont pas définitifs* », insistant donc sur la nécessité de continuer les recherches avant de pouvoir considérer le divorce « *comme un facteur de risque important pouvant provoquer une crise cardiaque* ».

Nous avons lu dans le livre de Marc, au chapitre 7, que le cœur de l'homme est méchant, bien que converti, mais la nature adamique est toujours présente. Car ce cœur est semblable à un abîme qui renferme plein de choses troubles et obscures. Nous pouvons comparer nos cœurs à l'océan qui contient toutes sortes de poissons bizarres, étranges et inconnus dans l'obscurité de ses profondeurs. Ce sont dans ces abysses que nous voyons les espèces les plus moches du monde marin... C'est donc également dans les profondeurs de nos cœurs que nous découvrons une personnalité de nous-mêmes dont on ne soupçonnait pas l'existence. Des envies, des désirs, des pulsions plus perverses, sadiques et cruelles, les unes davantage que les autres, peuvent nous habiter. Nous savons que depuis le péché d'Adam et d'Eve, dans Genèse 3, les hommes ne cessent d'être attirés par le mal.

Dans le livre de Marc, encore au chapitre 7, versets 14 à 23, il est écrit que c'est du cœur de l'homme que sortent toutes les impuretés. Bien que créé merveilleusement par Dieu, lorsque nous regardons dans le monde, nous verrons qu'il n'y a pas plus méchant que l'homme comme créature et prédateur sur la terre. D'ailleurs, l'apôtre Paul nous apprend effectivement qu'il y a bien un homme animal dépourvu de sens (1 Corinthiens 2 : 14 à 16). Voilà comment l'homme est décrit, et à quoi est-il réduit à cause de sa nature pécheresse. Même les animaux sont mieux éduqués et avancés en termes d'amour, cela démontre le degré de la bassesse humaine. En effet, certains animaux, tels que les perroquets, les gibbons ou bien encore les cygnes, par exemple, ne changeront jamais de compagnes, ils restent fidèles l'un à l'autre tout le long de leur vie. Alors pourquoi l'être humain, l'être le plus intelligent de la création de Dieu arrive-t-il à divorcer... ? Où sont passées les belles promesses, la détermination à marcher ensemble, pour le meilleur et pour le pire, jusqu'à ce que la mort entraîne la séparation ? (A suivre).

r_bourget@yahoo.com
MTS (Maîtrise en Travail Social)

PROPRIÉTÉ À VENDRE
PORT-AU-PRINCE

Complexe d'appartements situé à Delmas 31 (entre rues Clermont et Laforêt). Prix abordable. Toute personne intéressée est priée d'appeler : **509 3-170.3575**, à partir de 6 heures p.m.
Pour plus d'informations, appelez Bluzette Coq au **509.3170.3575**.

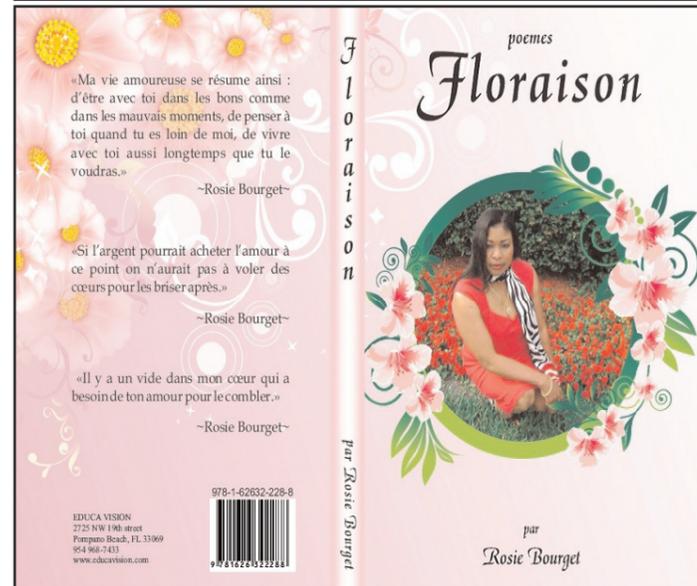
HAÏTI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

BUSINESS OPPORTUNITY IN HAITI

2 HOTELS FOR SALE
By Owner
In the commune of Kenscoff/Furcy
Contact:
[<info@thelodgeinhaiti.com>](mailto:info@thelodgeinhaiti.com)
509-3458-5968 or 509-3458-105



PROCUREZ-VOUS LES ŒUVRES DE ROSIE BOURGET

Tout le monde adore lire la rubrique de Rosie Bourget pour faire le plein de connaissance. L'auteur vous propose ses trois derniers nés, intitulés « *Floraison* », « *A Rose in Full Bloom* », « *Istwa Kreyòl* ».

Régalez-vous avec son style unique et exceptionnel. Installez-vous... et laissez-vous envahir par une sensation de bien-être et d'humour. Vous avez besoin de vous détendre ? Les textes de « *Istwa Kreyòl* » vous permettent de chasser vous-même vos ennuis, de manière simple et rapide.

En vente à la librairie Mapou.

Pour passer vos commandes, contactez l'auteur au numéro suivant

(954) 445-0344; via courriel
rbourget18@gmail.com ou r_bourget@yahoo.com.

DR. KESLER DALMACY

Board Certified
& Award
Winning
Doctor



Cabinet Medical
Lundi - Samedi: 11 AM - 7 PM

Examen Physique sur écoliers
Traitements pour douleurs,
Fièvre
Immigration
Planning familial
Infection

Tumeur
Hémie
Circoncision
Tests de sang et de grossesse
Grippe

♦ MÉDECINE CHIRURGIE ♦

Prix Abordable

TEL. 718.434.5345 FAX 718.434.5565

NOTE DE PRESSE

LA PREMIÈRE ENCYCLOPÉDIE D'HAÏTILA PREMIÈRE ENCYCLOPÉDIE D'HAÏTI

Vient de sortir des presses des « Éditions Aupel » (Canada), le TROISIÈME TOME de l'œuvre colossale préparée par l'ancienne Présidente de la République d'Haïti, 1^{ère} femme Juge et magistrat à la Cour Suprême, maître Ertha Pascal Trouillot : « L'ENCYCLOPÉDIE BIOGRAPHIQUE D'HAÏTI » ».

Une mine de renseignements précieux, cet ouvrage unique, à rigueur scientifique, fruit de plus de cinquante années d'écriture et de recherches ininterrompues, plus de deux siècles d'anthologie humaine, d'illustres personnages, se révèle une réalisation titanesque, issue d'une ardeur presque sacerdotale et



Ertha Pascal Trouillot, avocate.

d'une ténacité sans faille pour illustrer le passé historique d'Haïti à travers ses acteurs, témoins ou assistants qui ont forgé l'idéal de ce coin de terre. **C** **U** **V** **R** **E** patiemment élaborée pour être livrée dans sa forme achevée :

Présentation parfaite — Haut de gamme Reluire soignée .. Incrustations or .. Signet en tissu et tranchefile .. Tranches de tête, de pied et de gouttière dorées. Plus une édition de luxe.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti », vrai travail de bénédictin, collige les personnalités d'Haïti ou d'ailleurs dont les travaux ou les prouesses ont influencé le devenir de la société haïtienne.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti » est le tribut des nuits de veille attardée, de quêtes incessantes, de fouilles dans les bibliothèques privées et publiques, dans les archives nationales ou de famille ; de renseignements ou témoignages, de consultations, de traitement des données ; d'inscriptions gravées sur les stèles des monuments publics et lieux de repos ; d'interrogatoires incessantes et vérifiables posées aux descendants ; de références photographiques puisées à même les trésors ancestraux ; de visite des grandes capitales du monde en quête d'informations éparpillées et inédites, ect.

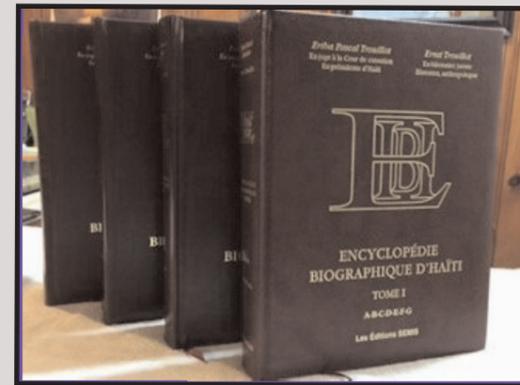
« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti » se veut le recueil des gloires, des peines et misères enregistrées dans le tissu social, et illustrées par des personnages hors du commun.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti » n'est pas un ouvrage politique. Com-

me le soutient le préfacier du 3^{ème} tome : « *Ce n'est pas un annuaire, ni un livre d'histoire événementielle. Ce n'est pas un panégyrique ni un Who is Who. N'y cherchez aucune malice, car il n'y en a pas* ».

L'ouvrage est sans prétention littéraire. Il renseigne, informe, rappelle, instruit, réhabilite, honore et vise un futur historique amélioré et positif. Comme toute œuvre humaine, il appelle à s'améliorer, à s'agrandir dans la continuité, par de nouvelles silhouettes, de nouvelles figures emblématiques, de nouveaux entrants tirés dans la vaste galerie nationale.

Que ceux qui brûlent du désir de renaître avec le peuple d'Haïti et son épopée viennent s'abreuver à la source féconde des pages glorieuses de son histoire toutes scellées du souffle épique et apprécier en hommage posthume à Ernst et en admiration reconnaissante à Ertha qui, seule, durant des décennies, a parachevé les quatre (4) volumes livrés aujourd'hui à la délectation des lecteurs.



Ertha Encyclopedie Book Picture

FAITES VOTRE COMMANDE, TOME I ; 2 ; 3 ; 4 ; OFFREZ EN CADEAUX POUR : ANNIVERSAIRE, FIANÇAILLES, MARIAGE, NOUVEL AN, GRADUATION, SOUVENIR DE FAMILLE, BIBLIOTHÈQUE PRIVÉE, UNIVERSITAIRE, CONCOURS DE TOUT GENRE, PRIME D'EXCELLENCE, PRÉSENT À UN VIP, COLLECTIONNEUR, CADEAU PRÉSIDENTIEL, DIPLOMATIQUE OU CONSULAIRE. En toutes occasions, OFFREZ OU PROCUREZ-VOUS UN CADEAU DE CLASSE, UN CADEAU ROYAL, appeler : « ENCYCLOPÉDIE BIOGRAPHIQUE D'Haïti ». Le tome 4, déjà sous presses, sera bientôt disponible.

Voici les voies et moyens :

PHONE : 347 – 697 – 9457

Adresses : a) E – MAIL :

Ertha@erthavision.com

b) Mme Ertha Pascal Trouillot

GLEN OAKS, NY 11004 - 0309

BESOIN D'UNE AMBULANCE POUR SAUVER DES VIES

La clinique JACQUES VIAU du batey de Consuelito, en République dominicaine, inaugurée le 6 mai 2016, commence à fonctionner, avec un équipement trop modeste pour garantir un accueil adéquat de la communauté de façon pérenne.

Il y manque encore un outil important et indispensable pour le transport des malades dont l'état de santé nécessiterait des soins appropriés et urgents. Il est donc d'une extrême importance que la clinique puisse disposer, dans les meilleurs délais, d'une AMBULANCE

EQUIPEE et digne de ce nom. Or, les fonds manquent pour l'acquisition immédiate d'un tel équipement qui permettrait de garantir le fonctionnement, de jour comme de nuit et 7 jours sur 7, du service des urgences de l'établissement.



Actuellement, cette clinique ne dispose que d'une armoire à pharmacie, de quelques sièges, d'une table de consultation et d'un dortoir destiné au personnel médical.

La clinique dessert non seulement la communauté du batey de Consuelito, qui compte une population de 24 000 habitants, mais elle est aussi destinée à l'accueil des malades de plus d'une douzaine de bateys avoisinants, dans un rayon de quinze kilomètres. Il s'avère donc indispensable que le service des urgences de la clinique puisse disposer d'une ambulance équipée pouvant assurer, de façon permanente et en toute sécurité, le transport des patients dont l'état de santé nécessite une prise en charge pour un transport urgent et dans des conditions satisfaisantes.

Dès l'ouverture de la clinique, le personnel médical assure plus d'une trentaine de consultations par jour au profit des seuls habitants du batey de Consuelito, qui sont en mesure de se présenter à l'accueil par leurs propres moyens. Il va sans dire que ceux qui ne peuvent se déplacer restent cloués chez eux, au lit et privés de soins médicaux dont ils auraient besoin de toute urgence.

C'est pour toutes ces raisons que l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT, seule initiatrice de la construction de la clinique « JACQUES VIAU » dans le batey de Consuelito, en République dominicaine, lance un appel pressant aux généreux donateurs potentiels, aux fins de recueillir les fonds nécessaires pour l'acquisition d'une ambulance équipée, outil indispensable pour le fonctionnement adéquat du service des urgences de cet établissement médical.

Je rappelle que l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT est reconnue d'intérêt général par les autorités françaises et bénéficie du statut d'entreprise humanitaire d'utilité publique.

Par conséquent, les donateurs bénéficieront automatiquement, pour leur don, d'une exonération fiscale à hauteur de 60 %, s'il s'agit d'une société, et de 66 % s'agissant de la donation d'un particulier.

Les dons peuvent être adressés à : l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT

Kreyòl

GRENN PWONMENNEN

« Ayiti sou wout chanjman an »

Jan nou tande l la, se tèm Kanaval Nasyonal la ane sa a : « Ayiti sou wout chanman an ». Men gen youn bann mounn ki di yo pa wè de ki chanjman y ap pale. Pito yo ta di « Ayiti menm jan parèyman », osnon « Ayiti pi mal ! » Antouka, nou menm k ap li e k ap obsève, se nou ki ka bay youn ti limyè sou sa. Baze sou sa n tande e sa n wè k ap pase devan je nou chak jou, eske vrèman nou wè peyi a sou wout chanjman ?

Jan bagay yo ap dewoule alavèy Kanaval Nasyonal la, sa fè n sonje sa k te pase nan Kanaval 2013 la lè Prezidan Mateli — non, eskize m, diktatè Mateli — te dikte ki gwoup l ap penèt e kiyès l ap anpeche patisi-



Journalis Edmon Jan-Batis ki nan Maten Karayib.

pe nan Kanaval nasyonal Okap la. Asireman, nou sonje kijan msye te met komite kanaval la de kote e l te pran kontwòl tout bagay. Se konsa li te pase kwa sou gwoup « Brother's Posse » a, gwoup Don Kato a. Diktatè a te di se swa jamè pou « Brother's Posse » patisipe nan Kanaval la paske li pa dakò ak mereng kanaval li a. Sè twouve ke chan- te gwoup la, « Aloral », t ap pase gouvènman Mateli a nan betiz. Tout reyalizasyon gouvènman an te di li swa-dizan akonpli se te pawòl nan bouch, pwopagann « Aloral ! » Menm lè diktatè a te anpeche Don Kato patisipe nan defile ofisyèl la, se mereng li a ki te pi popilè nan lane 2013 la. Tout kote w te pase se *Aloral* ou te tande.

Antretan, bagay yo chanje, men pa nan youn sans pou n ta di gen pwogrè ki reyalize. Alèkile nan peyi Ayiti a, mizisyen wete chabrak mizisyen yo lè lidè yo di yo, epi yo pase palto politisyen yo sou yo. E se pa nenpòt ki ti politisyen raz non, se gwo senatè la Repiblik. Wi, Don Kato transfòme an senatè Antonyo Chèrami (Antonio Cheramy), pwobableman an preparasyon pou pi gwo job toujou. Fè imajinasyon n travay! Men li ka gen anpechman pou l monte piwo toujou, paske bouch li pa sal ase. De plis, msye pa fè tankou lòt kolèg li a, Grasya Dèlva (Gracia Delva) nou wè an kalson epi ap ajè kòm si l ap fè sèks ak youn ti demwazèl. Jan nou wè bagay yo, sanble mounn k ap vote yo renmen mizisyen ki konn di gwo betiz e k ap montre fòs gason yo

sou jenn fi, sa okenn retni. Men klas modèl n ap bay ti mounn k ap grandi ! Tan ke atis la gen bouch sal se li k pi popilè.

Sanble se konsa bagay yo te ye oparavan. Men depi prezidan blan an te joure Ayiti « *peyi twou k.k* », pèp Ayisyen sonje pawòl Abraam nan. Wi, pèp la di *sèt ase !* Yo p ap akseptè okenn jouman sal nan bouch ni blan je vèt, blan chode, grimo osnon nèg nwè. Se konsa nou wè youn mouvman chanjman ki koumanse nan Gonayiv ak Jakmèl. Pèp la di pa gen plas nan kanaval lakay yo pou mizisyen bouch sal. Ofisyèlman, yo pase kwa sou Mouche Mateli/Swit Miki osnon Swit Mimi. Pa met pye lakay nou, *persona non*

grata que vous êtes ! Pawòl Levanjil la byen tonbe : *Sa w plante se sa w rekòlte !* Si lè l te diktatè li te ka anpeche mizisyen patisipe nan kanaval, jodi a se pèp la k ap pran revanch li. Se kif-kif, ekseptè ke fwa sa a se pa okenn diktatè ki pale, se pèp souvren an ki toujou gen le dènye mo ! Alò, majistra lavil yo oblije fè ofisyèlman sa pèp la mande a. Nan sans sa a, sanble ke *Ayiti sou wout chanjman*.

Kòm n ap fè youn pase sou listwa, listwa avanyè, pa listwa dik dantan, nou pa ka bliye sa diktatè Mateli te fè *Boukman Eksperyans*, gwoup Lòlò a, (Théodore Beaubrun) avèk *Ram*, gwoup Richa Mòs la (Richard Morse) nan Kanaval nasyonal Okap la. Diktatè a te pase kwa sou yo tou. Lè lwa diktatè yo monte yo, yo pa konn fanmi. Nou konn ke Richa Mòs, nan Lotèl Olòfsonn, nan Pòtopens, ki alatèt *Ram*, se kouzen Mateli bò manman. Enben sis (6) senmenn avan Kanaval Okap la, Richa Mòs te bay demisyon l kòm konseye prezidan an. Gwoup li a te prepare youn mereng avèk youn videyo ki te montre youn fanm grimèl gwo kò ki t ap plen fal li san okipe pèsonn. Tout mounn te entèprete pawòl yo ak videyo a kòm youn akizasyon kont Sofya Mateli (Sophia Martelly), madanm prezidan an, ki t ap fè safte nan ranmase lajan peyi a.

Pa t gen erè nan sa, paske tout bagay te vin di byen klè nan mwa davril 2013, lè minis Finans ak Ekonomi an, Mari-Kamèl Jan-Mari (Marie-Carmel Jean-Marie), te bay demisyon l.

Li te di te gen twòp gagòt nan ministè a e li pa t jwenn okenn sipò pou l te met lòd nan dezòd. Richa Mòs te pwofite menm okazyon an pou l te denonse *kòripsyon* alatèt gouvènman an. Epi l te di se sa k fè li te bay demisyon l tou. Kivedi, gen kèk ti priz de konsyans pèsone, kèk ti chanjman endividyèl. Fòk nou rekonnèt sa. Men, jan pawòl la di an franse : « *C'est par la tête que pourrait le poisson* ». Wi, tèt gwo pwason Ayiti yo tou pouri. Se konsa pouriti a gaye nan tout kò yo e nan tou sa y ap fè. An palan de sa, mo *kòripsyon* an gen menm sans ak *pouri, pouriti*. Atò kijan *Ayiti sou wout chanjman an* ap fèt ak bann *pouriti* sa yo ki anchaj peyi a ?

Ann atandan, gen youn gwo bagay ki pase nan pwogram *Maten Karayib* « *Maten Caraïbes* » sou RadyoTelevizyon « *Caraïbes FM* » vandredi pase, 2 fevriye a, ki montre ke gen youn chanjman ki koumanse nan atitid jenn gason — e petèt jenn fi tou. Se kòm si m tande y ap di « *Madigra ou bonmas m pa pè w !* » Se tande pou n tande konvèsasyon an pou n konprann sa k te pase a. Asireman, n aprann ke depi mouvman kont « *Swit Mimi* », prezidan Mateli bouch sal la koumanse nan peyi a, msye pran baton peleren l ap mache nan diferan stasyon radyo pou l defann tèt li. Okontrè, m te menm tande l di byen ke se li menm ki te travay pou met prezidan Jovnèl Moyiz opouvwa, si prezidan an ta mande l pou l pa di betiz nan kanaval la l ap koute l. Ou kwè n tande koze ! La tou rezo sosyo yo pran pawòl la yo di : « *Mateli 100 betiz !* »

Eskize m pou ti detou mwen fè a. Ann tounen sou gwo koze nan « *Maten Karayib* » la. Vwala ke youn jenn jounalis ki rele Edmon Jan-Batis (Edmond Jean-Baptiste) pran kouraj li a 2 men pou l te poze ansyen Prezidan Mateli bon jan kesyon sou PetwoKaribe, sou chato nèf milyon dola (9 000 000,00 \$) sou Kot dè z Akaden (Côte des Arcadins), sou kantite milyon dola li te prete nan bank tandiske apwentman l kòm prezidan pa t ase pou l fè gwo tranzaksyon konsa. Kote l te jwenn lajan an? Jounalis la te lonje dwèt sou bann milyon dola ki te dekesè pou mache Fontamara a nan Pòtiprens, ki pa janm acheve. Li mansyonnen youn ti dodann pon nan kalfou Dèlma ak Boulva Maten Litè King nan (Martin Luther King), etsetera era!

Sa n tande a lwa sanzave Mouche Mateli pran l, li pa sonje si l sou radyo ak televizyon, li rantrè nan manman jounalis la ak pawòl mwen pa ka ekri la a. Epi jounalis la reponn li: Manman pa w ! Li di nounalis se youn mantè. Jounalis la reponn li : E ou menm ou se youn volè ! Mateli di l sispann lage k. k la a ! Jounalis la reponn li « *nan twou boun . . . !* » Se kòm si youn dife san lafimen te pram nan stidyo a. Epi Edmon Jan-Batis leve li kite Mateli ap jèbèdè. Apre jounalis la te kite, lòt jounalis ki te sou panèl la pa t di anyen. Pa youn pa t vin ba l okenn sipò.

Kanmenm, se premye fwa youn jenn sitwayen 29 an, sèta-di ki ta ka pitit Mateli, te lage gwo verite sou li konsa epi ba l monnen pyès li. San dout se premye fwa Mateli jwenn youn

jenn mounn ke l pa arive entimide. Sa k pi enteresan toujou, sè ke Olivye (Olivier), pitit Mateli ki prèske gen menm laj ak jounalis la, te nan stidyo a ap suiv dewoulman batay la ki t ap fèt san kout pwen fizik, men ki t ap dezabiye papa l youn fason li pa janm wè ! San dout nan kè l li t ap d i : « *O-o ! Papa m, Mateli, ki konnen l entouchab, vwala ke youn jenn gason ki pa manje anyen k frèt avili l pou tout mounn tande ! Sa rèd* ».

Nou mèt di sa nou vle, fòk te gen youn mounn san krentif, ki pa janm nan pran kòb anba chal nan men Mateli, ki pou ta vin kare avè l. Depi vandredi 2 fevriye a, Ayiti gen youn lòt ewo (*héros*) ki rele Edmon Jan-Batis. Ekri non jennonm sa a youn kote pou n pa janm bliye l.

ki bwate mache, mounn ki soufri maladi lèp (pyan) vin pwòp, mounn ki soud tande, sa k te mouri leve kanpe tou vivan, epi bòn nouvèl ap preche bay pòv malere . . . ».

Pandan disip Jan-Batis yo t ap pare pou tounen pote mesaj la ba li, Jezi vire pou l pale ak foul mounn yo ki t ap suiv li. A wot vwa, li te di : « *Kilès nou t al wè lè n t ale kote Jan nan dezè a ? . . . Youn pwofèt ? Mwen di nou wi. Men plis pase youn pwofèt, paske se de li menm ke pawòl sa yo ekri : « Men m ap voye mesaj m devan w, pou prepare wout ou pou ou ». Anverite mwen di nou, pami mounn ki sot nan vant manman yo, pa gen youn ki pi gran (enpòtan) pase Jan-Batis. » (Matye 11: 3-11).*



Michel Mateli k ap anime youn konsè.

Nou pa janm konnen si se pa youn *anvwaye*, youn ki vin devan pou prepare wout la pou youn lòt ki pi enpòtan toujou ? Pou mounn ki konn Bib yo, yo byen konnen non Jan-Batis sa a ki t ap preche repantans e ki t ap batize mounn adwat agòch. Menm nan dezè ! Finalman, otorite yo te arete l, paske yo te di msye foure bouch li nan sa k pa konsènen l. Pandan l te nan prizon an, Jan-Batis te voye 2 nan disip li yo al wè Jezi ki t ap fè firè deyò a pou mande l : « *Eske se ou ki pwofèt n ap tann nan* » ? Epi Jezi te di yo : « *Ale, rapòte bay Jan sa nou tande ak sa nou wè : Avèg yo wè, mounn*

Mezanmi, li lè li tan pou sitwayen ak sitwayèn konsekan toupatou pran kouraj yo a 2 bra, tankou Edmon Jan-Batis, pou n denonse tout volè ofisyèl avèk bann awogan bouch sal ki konprann yo ka vin entimide nou apre tout move zaksyon yo fin fè kont youn pèp k ap mouri anba grangou. Yo konprann yo pral kontinye banbile sou do pèp la ki pral oblije peye dèt PetwoKaribe a. Abraam di *sèt ase !* Nou pa bezwen pè. Lè a rive pou gen regleman d kont. Pèp ayisyen pa pitimi san gadò. Se pou n fè travay nou jan sa dwa. *Grenadye a laso ! Grenn Pwonmennen*

APARTEMENT À LOUER/ APARTMENT FOR RENT

3 bedrooms, attic included in one of the bedrooms; 1 bathroom, kitchen, dining area, living room. Price: \$1,500.00 negotiable. Rosedale, Queens, quiet neighborhood. Call Edzer at (718) 978-0491.



Take Out & Catering
We serve
a
delightful array of dishes for
**Breakfast, Lunch and
Dinner**

Located Next to MERRICK LAUNDROMAT
AT

233-06 Merrick Blvd. (between 233rd St. & 234th St.) Phone: 718-341-8566

PLAIDOYER POUR UNE NOUVELLE HAÏTI

De « *pays trou-de-cul* » à un pays digne de son passé, de son histoire, de sa mémoire

Suite de la page 3

nous associons tout ce beau patrimoine culturel aux « loas » et les rejetons comme musique de Satan et du monde.

Certaines églises protestantes vendent le Christ et le salut au prix fort à une population pauvre, affamée et désespérée. Elles parlent en langues, multiplient les démonstrations de miracles arrangés ; ils développent un discours eschatologique de plus en plus raffiné sur les « mérites » pouvant donner accès à la Jérusalem Céleste et au Royaume des Cieux. Elles sont devenues en fait des entreprises souterraines exemptes d'impôts, des machines d'appauvrissement de la population et des sources d'enrichissement facile pour les dirigeants. Il faut forcer les portes de la Jérusalem céleste par la prière, les jeûnes et surtout par les offrandes. On commande de l'Esprit et achète du ciel son mieux-être sur la terre : emploi, maison, aliment, visa, mariage, etc. Dieu y veillera et y pourvoira, en échange de l'engagement missionnaire, de la loyauté au pasteur et de la générosité matérielle. Ce millénarisme non doctrinaire symbolise actuellement l'arme fatale à l'aide de laquelle on continue d'abêtir un peuple à majorité analphabète qui se remet entièrement aux miracles jamais produits du « *bon-dieu-bonisme* ». On lui vend la vie éternelle sans valeur de rachat, on le dépouille du peu de matériels qu'il a sur la terre sans aucun acte de reconnaissance de dette.

Quand il vient de nos ori-

gines, nous ne sommes ni fiers ni dignes. Nous rejetons la symbolique du Bois Caïman comme un pacte conclu avec le diable pour qu'Haïti ait son indépendance. A l'instar de l'évangéliste américain, nous n'hésitons pas à traiter Haïti de « pays maudit ». Notre devise nationale « Liberté, Égalité, Fraternité » ne résonne nullement dans nos têtes; il n'a d'écho ni de correspondance opératoire dans notre mentalité et notre imaginaire. Le slogan mobilisateur « L'union fait la force » a été : vicié et vidé de son contenu au fil du temps. Il n'y a plus un seul de cri d'avertissement et de rassemblement de « *Grenadye a laso sa ki mouri zafè a yo* ».

Les rythmes « *ibo* », « *congo* » ou la danse « *banda* » sont quasiment proscrits. Les tonalités du *Blues*, du *Country* et du *Gospel* viennent purifier notre univers musical des « *sons diaboliques* » du tambour et du tchatcha. Le *keyboard* a assassiné le *banjo*, en même temps que l'inspiration de nos paroliers populaires. Notre Nation s'étant trouvée dépouillée de ses repères et de ses références propres, nous vivons sans repère ni référence à notre identité; sans repère et sans référence à nous-mêmes.

En laissant assassiner notre culture, nous avons perdu notre âme de peuple. Nous ne nous estimons plus comme être national, mais comme être universel. Nous nous rejetons nous-mêmes, nous rejetons notre identité, nous désapprouvons notre matrice culturelle, nous méprisons le fond irréductible de nos entrailles. En Haïti comme en diaspora, nous

ne nous cherchons plus comme un peuple. Nous nous mettons de préférence en compétition les uns avec les autres pour la plus belle maison, la plus belle voiture, la plus belle femme, y inclut pour la plus grande réussite des enfants.

Une panoplie de déboires

L'impertinence ahurissante et l'arrogance bête de Donald Trump, toutes deux, officiellement dénoncées à travers le monde, offrent également ici, cette opportunité quoique perverse, de réfléchir sur la question plus large : *qu'avons-nous donc fait de notre pays ?*

Tous les secteurs de la vie nationale semblent aujourd'hui en panne et en faillite. Nous n'avons pas d'infrastructures routières. Nous manquons de l'eau potable. Nos moyens de transports et de communication sont plus que déficients dans un monde où le progrès technologique avance à un rythme effarant. Nos rues sont sales et nos villes deviennent des poubelles à ciel ouvert. Nous ne nous préoccupons plus de notre environnement social, politique et économique.

En matière politique, le bien communautaire et l'intérêt général n'existent pas. Nous n'avons pas d'adversaires politiques, mais des ennemis à abattre. Nous nous entretenons pour des intérêts illicites, et nous éteignons des voix discordantes comme celle du Père Simoli. Nos décideurs se vendent comme de la marchandise au plus offrant de grands intérêts. Ils n'ont ni âme nationale ni fibre patriotique. La désinformation et le mensonge deviennent leur sport favori. Nous promettons, sans nous soucier de respecter notre parole publique. Nous érigeons en système la corruption ouverte, et nous normalisons avec complaisance des indécentes publiques, « insultantes et répréhensibles ».

Que sont devenues nos grandes écoles congrégationnistes : Collège Notre-Dame, Saint-Louis-de-Gonzague, Saint-Jean de Mazenod, Petit Séminaire St-Martial, etc.? Que sont devenues nos meilleurs lycées : Lycée Philippe Guerrier du Cap-Haïtien, Lycée Pétiou, Lycée Tousseint, etc.? Que sont devenues nos grands collèges privés ? Un grand nombre de nos enfants terminent leur classe secondaire, sans être bien alphabétisés.

Où sont passés nos universités et nos universitaires ? Que sont devenues notre École de médecine, notre Faculté d'ethnologie, notre Faculté d'agronomie, ou notre Faculté des sciences ? La majorité des universités (au nombre de 70 pour un petit pays pauvre) n'ont pas l'infrastructure nécessaire ni de capacité d'accueil; elles sont logées dans quelques pièces, bien souvent dans une maison privée. Nos écoles y et nos universités n'ont, à l'exception de quelques-unes, ni laboratoire, ni bibliothèque, ni

mobilier adéquat.

Où sont passés les professionnels compétents ? Pourquoi n'avons-nous pas en quantité des centres de formation technique et professionnelle dans le pays ? Haïti peut-elle se développer et améliorer son sort sans l'existence de corps de métier organisés, compétents et fiables ? Quel est le budget de l'État haïtien pour l'éducation et la formation professionnelle ?

Que sont devenus nos agriculteurs et nos produits agricoles? N'est-il pas triste de savoir qu'aujourd'hui Haïti se nourrit à la République dominicaine ? N'est-il pas triste de savoir qu'Haïti s'approvisionne pour tout, incluant ses professionnels, en République Dominicaine ? N'est-il pas triste de savoir que nos jeunes diplômés étudient en majeure partie en République dominicaine ? N'est-il pas triste de savoir que les institutions éducatives et universitaires de la République dominicaine deviennent des exemples à suivre ?

N'est-il toujours pas triste de savoir que plus de 600 Haïtiens laissent chaque jour le pays en direction du Chili ? Nous sommes en train de vendre à moindre coût la force de nos bras à des pays comme aux Îles de la Providence, à l'Argentine, au Brésil ou au Venezuela. Nous sommes devenus un peuple de *braceros*, *d'errants désorientés*, à défaut d'être uniquement dans les champs de canne à sucre en République Dominicaine et dans les manufactures nord-américaines.

Dans le sport, nous n'avons plus de modèles. Où sont passés les Sylvio Cator et les Dieudonné Lamothe ? Pourquoi n'a-t-on plus de Zosyl (Joseph Obas), de Francillon, de Manno Sanon, de Tompouce, de Philippe Vorbe, de Pierre Bayonne ou d'Ernst Jean Joseph ? Nous vantons les mérites de Barcelone ou de Real Madrid, nous nous disons fanatiques d'Argentine ou du Brésil. Qu'est devenu le football de chez nous, qui est en fait notre sport national ?

Les catastrophes naturelles sont légion au cours des dernières

années. Évoquons, pour ne citer que les majeures, le cyclone Jeanne aux Gonaïves en 2004, le tremblement de terre de 2010 ou l'ouragan Matthew dans le Sud en 2016. Il y en aura sûrement d'autres dans une partie quelconque du pays dans les jours ou années à venir. Sommes-nous en train de nous y préparer? Quelle est la capacité des organismes de sécurité publique à limiter les pertes en vies humaines ? Serions-nous en mesure d'y faire face comme dans les autres pays insulaires voisins ?

Où plaçons-nous nos capitaux ? Où magasinons-nous ? Où étudient nos enfants ? Où prenons-nous nos soins de santé ? Au risque de crever comme des chiens quand nous n'avons pas le temps de nous y rendre. Nos hôpitaux n'ont de matériels ni de médicaments. Les gens doivent apporter aussi bien leur pansement et leur seringue que leur drap. Ils payent de leur propre poche les gants qu'utilise le personnel médical. Nous planifions peu et nous investissons très peu dans le devenir haïtien. Nous considérons comme perdue d'avance la guerre implacable à mener contre la pauvreté, l'analphabétisme, le sous-développement, l'ineptie administrative et contre nos propres bêtises.

Les grosses bottes de l'Empire nous ont enfoncés dans la boue et dans la « merde » jusque par-dessus la tête. Ou de préférence, les grosses bottes de l'Empire nous ont renvoyé à la nôtre. Le président Trump ne nous a pas manqué de respect, nous nous sommes « déshonorés » nous-mêmes. Son péché le plus grave est de nous faire comprendre que, par notre insouciance et notre complicité, nous avons œuvré à transformer le pays jadis surnommé « la Perle des Antilles » en quelque chose non viable qu'il ose qualifier de

« *pays de trou-de-cul* ». Pénurie diplomatique, racisme ou goujaterie, les propos ne font que mettre à nu ce que nous avons fait de nous-mêmes et ce que nous sommes devenus. Pour

Suite en page 12

AVIS IMPORTANT

Pye Kout Pran Douvan

Ou menm ki ta renmen al viv nan peyi Kanada pou pwoblem Imigrasyon Meriken, kontakte nou jodia Tout enfomasyon konfidansyel

Rele nou nan nimewo sa yo:

718, 864,6862 oubyen 646, 981,8392

TASTE THE ISLAND

Haitian Bakery & Restaurant

460 Peninsula Blvd.

Hempstead, New York 11550

516-489-5925

CLOSED ON MONDAYS

Tues-Wed-Thurs 10:00 am-9:00 pm

Friday 10:00 am - 10:00 pm

Saturday 10:00 am - 10:00 pm

Sunday 10:00 am - 5:00 pm

DE BROSE & STUDLEY, LLP

Richard A. De Brosse
Attorney at Law

ACCIDENTS * REAL ESTATE
MALPRACTICE

182-38 Hillside Avenue (Suite 103)
Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

Queens Village Primary Medical Care

Doctor on the go!

We come to you



We have brought back the good old days of the old-fashioned doctor house call, but with the latest in medical technology. We provide high quality expert health care to you in the comfort of your own home. You will receive the personal and compassionate attention that you deserve without the inconvenience, lengthy waits, expense of travelling, and exposure to other sick patients, all associated with doctors offices.

Providing high quality, comprehensive and compassionate care for over 30 years.



We offer the following comprehensive services:

- Annual medical Exams
- EKG
- Urine analysis
- PPD screening
- Vaccinations
- Vitamin B12 shots
- Screening for Diabetes
- Screening for Asthma
- Screening for Cholesterol
- Screening for sickle cell
- Screening and Treatment for Dementia
- Screening and testing for vascular disease and nerve pain

And many other Dx test and referrals

DOCTOR ON THE GO

To schedule a home visit

Call us at 347-952-4417

Or visit us at

www.doctoronthe.go.com

Queens Village Primary medical Care

92-04 Springfield Blvd

Queens Village, NY

Phone: 718-465-3040 Fax: 718-464-9063

Email: info@queensvillagemedicalcare.com

Aryel Nicoleau, MD, FACP, FAG

American Board of Internal Medicine

Certification in Geriatrics



Paske se sa ki pi bon

pou fanmi tankou pa m

lan kap travay

Jeanine, Monroe County

Gen 4 milyon rezon pou w enskri.

Kisa rezon pa w ye?

Enskri pou pi ta nan dat 15 desanm pou kouvèti a ka kòmanse nan dat 1mye janvyè 2018

www.nystateofhealth.ny.gov | 1-855-355-5777



NOUVELLES BRÈVES (7 février 2018)

La chute vertigineuse du «Dow Jones Industrials» (la Bourse de New York), le lundi 5 février courant a jeté l'émoi dans le monde des investisseurs. En effet, le *Dow*, l'indicateur principal de la performance de la Bourse (Stock Exchange en anglais) a chuté de 1 175 points à la fermeture du marché, dans l'après-midi du lundi, pour terminer la journée à 24 345,75 points. Dire que le 26 janvier écoulé, le *Dow* avait enregistré un autre record, soit 26 616,71 points.

Depuis la victoire présidentielle, en novembre 2016, de l'homme d'affaires Donald Trump, le *Dow* a enregistré 96 records ayant pour la première fois franchi la barre des 20 mille, le 25 janvier 2018, pour conclure la journée de transactions sur le score de 20 069. Le chef d'État américain s'est attribué toutes les avances de la Bourse. Ainsi, s'attendait-on à une explication de sa part, lundi, après la fermeture des opérations finan-

cières du jour. Pas même un «*tweet*» du chef se raffolant de ce mode de communication qui ne fait pourtant pas l'unanimité dans son entourage. Mais, s'agissant de la Bourse, il faut être précautionneux. C'est si vrai que la journée du mardi (6 février) a débuté avec une autre dégringolade de plus de 500 points, pour rebondir, avant la clôture, et regagner 166,32 points de la grande perte du lundi.

N'était la performance du «Stock Market», sous la présidence de son prédécesseur, le président Trump n'aurait pas pu s'attribuer les gains enregistrés dans ce domaine. A souligner qu'en janvier 2009, quand le président Barack Obama a prêté serment, la Bourse de New York était encore sous le coup du désastre de l'immobilier ayant fortement secoué les investisseurs qui fuyaient la Bourse. En effet, le 20 janvier de cette année, elle était à 7 944,09. Après une autre chute de 20 %, au mois de mars

2009, la Bourse de New York a connu des gains annuels de 12 % continus. Ainsi, quand le président Obama remit le pouvoir au président Trump, la Bourse était à seulement quelques points de la barre des 20 mille.

Les chiffres ne mentent pas. Et l'humilité, disait l'autre, est bonne conseillère, même pour les plus madrés.

Une visite de parlementaires haïtiens hors des normes protocolaires. On ne sait comment interpréter une visite éclair, hors protocole, des présidents des deux Chambres, à savoir le sénateur Joseph Lambert et le député Gary Bodeau, accompagnés d'une imposante délégation parlementaire, en République dominicaine, pour s'entretenir avec le président Danilo Medina. À noter que ces parlementaires sont arrivés chez le voisin le 2 février, quelques heures après leur forfait dans la soirée du lundi quand 17 sénateurs PHTK, sous la houlette de M. Lambert, ont voté

en catimini pour renvoyer le rapport de la commission Beauplan à la Cour supérieure des comptes et du contentieux administratif (CASCCA). Pourquoi cette visite, qu'on dit «*secrète*», tant par la presse dominicaine que celle d'Haïti ? Aucun communiqué n'a été émis ni par le Parlement haïtien ni par la présidence dominicaine, sinon qu'une photo souvenir au Palais présidentiel dominicain avec la délégation parlementaire haïtienne.

On soulignera que le protocole requiert des visites entre des pairs, soit de président à président ou de parlementaires à parlementaires. On pourrait bien comprendre que le président Jovenel Moï-

se, invité par son homologue dominicain, se ferait accompagner de parlementaires qu'il aurait introduits à son homologue dominicain. Vu l'impair en la matière, il est à se demander si M. Moïse a été notifié à temps du déplacement des parlementaires. Si oui, a-t-il été mis au courant de l'agenda à discuter ? On se demande aussi si, dans les conditions actuelles, les parlementaires haïtiens sont requis de présenter un rapport au président dominicain ou d'obtenir des consignes de sa part ? Les autorités haïtiennes sont-elles à ce point tributaires de la présidence dominicaine ? Questions à suivre.

Pierre Quiroule II



PRE-K POU TOUT TIMOUN

Timoun ki nan bon kalite pre-K gratis tout jounen aprann rezoud pwoblèm, poze kesyon ak travay nan kolaborasyon.

nyc.gov/prek

Fanmi Vil Nouyòk ki gen timoun ki fèt an 2014 ka aplike pou bon kalite pre-K gratis, tout jounen pou ansè lakòl 2018-19 la.

Rele 311 | Voye yon mesaj tèks ak mo "prek" nan 377-377.

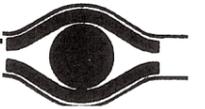
Èske w ap mandwe pou plis enfòmasyon sou pre-K gratis? Vizite www.nyc.gov/prek pou plis enfòmasyon. Yon lòt fwa, si ou bezwen plis enfòmasyon, kontakte nou.

**PRE-K
FOR ALL**

Tel 212-312-1000 (Haïti Creole)

NYC
Department of
Education | **Vil de Nouyòk**
Bureau de l'Éducation

ÉDITORIAL



Toujours en transit, quel sera le sort ultime du rapport PetroCaribe ?

L'histoire retiendra que le Sénat de la République, sous la présidence du sénateur Joseph Lambert, est resté égal à lui-même. Une fois encore il a frustré les légitimes revendications du peuple haïtien. D'aucuns s'attendaient à une magouille pour éviter que l'assemblée ne tranche sur le sort du document. C'est, en fait, ce qui est arrivé, car lors d'une séance clandestine, les 17 sénateurs présents, le 1er février, ont voté une résolution transférant le rapport Beauplan à la Cour supérieure des comptes et du contentieux administratif (CSCCA) « pour les suites utiles ».

En effet, voici ce que dit cette résolution en son article premier : « L'Assemblée des sénateurs

demande à la Cour supérieure des comptes et du contentieux administratifs d'effectuer une vérification, une analyse et un examen approfondis de la gestion des fonds PetroCaribe sur la période allant de septembre 2008 à septembre 2016, conformément à l'article 200 de la Constitution et au décret de novembre 2005 modifiant celui de novembre 1983 ».

Cette décision de la majorité présidentielle au Sénat a été prise en l'absence des membres de l'opposition. Ces derniers se préparaient à intervenir, lors de la séance qui était programmée pour le mardi 6 février, au cours de laquelle ils comptaient défendre le document. Aussi cette décision, vraisemblablement pilotée par Joseph Lambert, a-t-elle déclenché une vague de protestation de la part des parlementaires de l'opposition, aussi bien parmi les secteurs qui demandent à cor et à cri que les anciens hauts fonctionnaires de l'État mis en cause dans le rapport soient poursuivis en justice et les sommes fabuleuses volées ou détournées restituées.

Pris de court par cette résolution votée en « catimini », le sénateur Évalière Beauplan, président de la Commission spéciale du Sénat ayant mené l'enquête sur le fonds PetroCaribe, s'interroge sur l'opportunité de la résolution transférant le document à la CSCCA, dont l'un des membres, Harold Elie, est accusé dans le rapport dont l'enquête était menée antérieurement par le sénateur Latortue. Comment donc, s'insurge-t-il, que M. Elie peut-il travailler sur un tel dossier ? D'autre part, il attire l'attention sur le vice de forme constaté dans la procédure par laquelle le président du Sénat, le sénateur Joseph Lambert, a pu faciliter la tenue de cette séance. Tout en reconnaissant qu'il devait avoir une séance au Sénat, le 1er février, uniquement sur les Collectivités territoriales, il rappelle que la session sur le rapport PetroCaribe était fixée au 6 février.

Pour sa part, le sénateur Jean-Marie Salomon des Cayes, représentant

le Département du Sud, s'est déclaré offusqué par cette séance orchestrée dans la clandestinité. Il n'a pu s'empêcher d'y voir ce qu'il appelle « (...) une insulte à la démocratie. C'est un complot contre le peuple haïtien. C'est une déclaration de guerre », dit-il. Très en colère, le parlementaire du sud a tenu à préciser qu'une séance sur PetroCaribe n'était pas prévue à l'horaire, pour ce 1er février.

De son côté, si Joseph Lambert n'a pu convaincre grand monde de la légalité de la stratégie qu'il a utilisée pour évacuer le rapport du Sénat, il reconnaît avoir franchi cette étape une fois que la séance inachevée du 31 janvier au 1er février a été mise en continuité pour le mardi 6 février. Mais, à l'instar de Ponce Pilate, il s'en lave les mains en déclarant n'être pas le seul aux commandes au Grand Corps. Le puissant sénateur a avoué s'être soumis à la volonté d'un groupe de ses collègues invoquant les règlements internes du Sénat pour obtenir que le dossier soit mis à l'ordre du jour.

Insinuant que les sénateurs de l'opposition absents de la séance, qualifiée de clandestine, ayant eu leurs intérêts ailleurs, n'avaient pu participer au débat. Bien que la date de la séance sur le rapport PetroCaribe ait été effectivement fixée au mardi 6 février, l'ordre du jour a été modifié à la demande des sénateurs proches du Palais national. En conformité avec la loi interne du Grand Corps, prétend Lambert.

Il reste maintenant, selon M. Lambert, à acheminer la résolution à la présidence pour être publiée dans l'organe officiel, *Le Moniteur*. En réalité, le Sénat s'est dessaisi du rapport, renvoyant ainsi la balle à la CSCCA qui avait pourtant affiché son manquement au devoir. Car de septembre 2008 à septembre 2016, cette institution avait permis aux différents acteurs d'abuser sans retenue du fonds PetroCaribe. Dans la présente résolution, les sénateurs, par vote, ont demandé à la CSCCA d'« effectuer une vérification, une analyse et un examen approfondis de la gestion des fonds PetroCaribe » sur la période indiquée « conformément à l'article 200 de la Constitution et au décret de novembre 2005 modifiant celui de novembre 1983 ».

Pour l'instant, faute de ce débat au Sénat, qui a effectivement avorté grâce à la manigance de Joseph Lambert donnant volontairement dans le panneau par rapport aux sénateurs PHTK obéissant au vœu du Palais national, le rapport PetroCaribe est voué à un sort incertain. Cela fait l'affaire du président Moïse qui, au sujet de l'enquête PetroCaribe, avait déclaré auparavant qu'il n'y aura pas de « persécution politique » sous son administration. Ainsi, cette confusion repousse-t-elle l'heure où les dilapidateurs des milliards détournés de ce compte doivent rendre compte de leur crime.

Encore une fois, le sénateur du Sud-Est passe pour être « l'homme-miracle des mauvaises causes ». Après avoir bien servi le président défunt René Préal dans les magouilles électorales de 2010, il s'est révélé d'un grand profit au président Jovenel Moïse dans le dossier PetroCaribe. Associé au plus grand scandale financier qu'ait jamais connu Haïti, il oublie si vite que, comme il l'avait indiqué lui-même, le monde entier « nous regarde ». Lui et ses alliés, tant à la présidence qu'au Parlement, ne pourront se détacher du peloton d'anciens hauts fonctionnaires malhonnêtes, gros et moins gros, ayant participé à cette méga conspiration contre les finances publiques.

A coup sûr, le peuple haïtien, dont la conduite est exemplaire jusqu'ici, face à de telles dérives, aura le dernier mot. La stratégie des voleurs consistant à mener un combat d'arrière-garde, pour faire échec à cette enquête, n'a connu qu'une victoire à la Pyrrhus. Car, rappelons pour mémoire que les Forces armées défuntes, qui avaient le pays en otage depuis des lustres, se croyaient intou-

chables. Pourtant, même remobilisées par Jovenel Moïse, dans l'espoir de projeter une nouvelle image, elles ne pourront jamais jouer le rôle qu'elles s'étaient attribué dans le passé.

En clair, témoin de ce vol colossal perpétré contre le peuple haïtien par des serviteurs appelés à défendre ses intérêts supérieurs, le peuple se lèvera comme un seul homme pour arrêter lui-même cette folie. Constatant le nombre de constructions d'écoles, d'hôpitaux, de kilomètres de routes et des infrastructures qu'auraient pu financer les plus de USD 3 milliards \$ volés, les citoyens surgiront comme un seul homme pour obtenir justice, faute de pouvoir la trouver par l'action des femmes et hommes à qui ils avaient confié cette tâche.

Ce scénario nous est familier. Après avoir tout dit et fait, dans la plaidoirie en faveur de la récupération des milliards détournés, sans aucun succès, il reste à la justice de dire son mot dans les plaintes portées contre des officiels indexés. Autrement, le peuple, en colère, se rendra justice. Et l'on ne peut prédire jusqu'où ça ira.

HAÏTI  *Le monde voit, le pays se voit*
OBSERVATEUR

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY
11435-6235
Tél. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti

Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, 3ème étage
Port au Prince, Haïti
Tél. (509) 223-0782 ou
(509) 223-0785

CANADA

Haïti-Observateur
Gerard Louis Jacques
514 321 6434
19 Hill Oak Canada
12213 Joseph Cassavani
Montreal H1M0C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE

Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean Claude Valentin
13 K Avenue Faldherbe, 8^e Et. Apt. 44
93310 Le Pré St. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS

1ère classe
 48.00 \$ US, pour six (6) mois
 90.00 \$ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE

550.00 FF, pour six (6) mois
 1000.00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE

1ère classe
 \$75.00 US, pour six (6) mois
 \$150.00 US, pour un (1) an

EUROPE

75 EURO€, pour six (6) mois
 125 EURO€, pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom _____

Company/Compagnie _____

Address/Adresse _____

City/ville _____

State/État _____

Zip Code/Code Régional _____

Country/Pays _____

Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire

EDITORIAL



Still in transit, what will be the ultimate fate of the PetroCaribe report?

It's recorded for history that the Senate of the Republic, under the presidency of Senator Joseph Lambert, remained true to form. Once again, its president frustrated the legitimate claims of the Haitian people. As expected, the architects of underhanded practices found a way to prevent the Senate Assembly to decide on the fate of the PetroCaribe document. In a clandestine session on February 1st, the 17 senators of the majority party voted a resolution to transfer the Beauplan report to the Superior Court of Audit and Administrative Disputes (French acronym CSCCA,) supposedly an independent oversight State unit, with the mention "For useful actions."

In its first article, the resolution states: "The Assembly of Senators asks the Superior Court of Audit and Administrative Disputes to conduct a thorough audit, analysis and review of the management of PetroCaribe funds for the period of September 2008 to September 2016, in accordance with Article 200 of the Constitution and the November 2005 decree amending the November 1983 decree."

This decision of the presidential majority in the Senate was taken in the absence of members of the opposition. As it is, opposition Senators were prepared to defend the document in the session scheduled for Tuesday, February 6. The Senate decision, under the leadership of Senator Lambert, sparked a wave of protest from opposition parliamentarians, backed by sectors in civil society. They demand that former high-ranking State officials accused in the report be prosecuted, and that fabulous sums stolen or misappropriated be returned to State coffers.

Senator Évalière Beauplan was taken aback by the resolution voted "in secrecy." He presided the Senate's Special Commission that investigated the heist of the PetroCaribe Fund. He questions the appropriateness of the resolution transferring the document to the CSCCA. He noted that Harold Élie, a member of the CSCCA, is charged in the previous report of the PetroCaribe Fund issued by Senator Youri Latortue. How can Mr. Élie work on such a case, he asks? Also, he points to a flaw in procedure by Senate president Joseph Lambert, to facilitate the clandestine meeting. While acknowledging that a Senate session was scheduled for February 1st, he points out that the subject on the agenda was Territorial Communities with the session on PetroCaribe planned for February 6.

Reacting also, Senator Jean-Marie Salomon from Les Cayes, representing the Southern Department, said he was offended by this session orchestrated illegally. He asserted that this was "an insult to democracy," adding "it's a plot against the Haitian people, a declaration of war." Very angry, the southern par-

liamentarian affirmed that no session on PetroCaribe was scheduled for February 1st.

As for Senator Lambert, he couldn't convince most of the legality of the strategy used to torpedo the Senate report. He admits that he took that step because the January 31 to February 1st session had finished earlier and that it was on a continuous basis to February 6. Like Pontius Pilate, he washed his hands by declaring that he was not the only one in charge at the Senate. The powerful senator admitted to having submitted to the will of a group of his colleagues who invoked Senate rules to have the issue put on the agenda. He insinuated that the opposition Senators, absent from the so-called clandestine session, had interests elsewhere, thus unable to participate in the debate. Although the date of the meeting on the PetroCaribe report was indeed set for Tuesday, February 6, the agenda was modified at the request of Senators close to the National Palace. And Mr. Lambert claims, "In accord with the internal law of the Senate."

The only thing remaining to do, said Senator Lambert, is to send the resolution to the presidency to be published in the State's official organ, *Le Moniteur*. Passing the ball to the CSCCA, the Senate is in a breach of duty. From September 2008 to September 2016, that institution allowed various players to abuse the PetroCaribe Fund without restraint. Yet, in the resolution voted clandestinely by the Senators, the Assembly asks the CSCCA to "conduct a thorough audit, analysis, and review of the management of PetroCaribe funds over the period indicated, in accordance with article 200 of the Constitution and the decree of November 2005 modifying that of November 1983."

As a result of the aborted debate in the Senate, the PetroCaribe report is doomed to an uncertain fate. It's all due to the tricks of Mr. Lambert who willingly acquiesced to the demand of the PHTK Senators obeying to the wishes of the National Palace. This suits President Jovenel Moïse who previously said "there won't be any political witch-hunt" under his administration. In the confusion, no one knows when — and if — those guilty of diverting billions of dollars from the PetroCaribe Fund will ever be made to account for their crime.

Once again, Joseph Lambert comes across as "the miracle-man of bad causes." Having well

served the late President René Préval in the tumultuous 2010 elections, he's proven himself of great benefit to President Jovenel Moïse in the PetroCaribe affair. Associated with the biggest financial scandal Haiti has ever known, Mr. Lambert seems to forget what he had previously said, "The whole world is watching us!" He and his allies, both in the Presidency and in Parliament,

won't be able to detach themselves from the group of former dishonest officials, big and small, who participated in this mega conspiracy against the Public Treasury.

Certainly, the Haitian people, whose conduct has been exemplary in the face of such drifts, will have the last word. It's a Pyrrhic victory for the thieves who are fighting a rearguard action with their strategy to defeat the PetroCaribe investigation. In this respect, it's worth remembering the fate of the Haitian Armed Forces, which held the country hostage for a long time, believing they were untouchable. Now remobilized by President Moïse, in the hope of projecting a new image, they will never succeed in playing the role they attributed to themselves in the past.

All are watching the drama surrounding the colossal robbery perpetrated against the nation by servants whose duty was to defend the best

interests of the people. If history is any guide, the Haitian people will measure up to the circumstances and rise up to stop the madness. Imagine the number of schools, hospitals, the miles of roads and infrastructures that could have been financed by the more than \$ 3 billion stolen!

If those elected to defend the interests of the nation fail in their duty, Justice should assume its responsibility and act on complaints filed in the name of the citizenry. Otherwise, as has happened in the past, having lost patience, the increasingly angry citizens will take matters into their own hands. In solidarity they will demand that justice be done, that the guilty ones be punished for their evil deeds. We've seen that scenario before. When those in position to do the right thing fail to act, room is left to public justice which can easily turn into mob rule — to the detriment of all. A word to the wise should suffice!

HAITI OBSERVATEUR

Lè manke gid, pèp la gaye

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY
11435-6235
Tél. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti

Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, 3ème étage
Port-au-prince, Haïti
Tél. (509) 223-0782 ou
(509) 223-0785

CANADA

Haïti-Observateur
Gerard Louis Jacques
514 321-6434
12 Haïti OB Canada
12213 Joseph Cassavant
Montreal H3M2C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE

Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean-Claude Valbrun
13 K Avenue Faidherbe, 8t Bt Aptt. 44
93310 Le Pré St. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS

1 ère classe
 48.00 \$ US, pour six (6) mois
 90.00 \$ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE

553,00 FF, pour six (6) mois
 1005,00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE

1 ère classe
 \$73.00 US, pour six (6) mois
 \$160.00 US, pour un (1) an

EUROPE

73 EUROS, pour six (6) mois
 125 EUROS, pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom _____

Company/Compagnie _____

Address/Adresse _____

City/ville _____ State/État _____

Zip Code/Code Régional _____ Country/Pays _____

Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire

PLAIDOYER POUR UNE NOUVELLE HAÏTI

De « *pays trou-de-cul* » à un pays digne de son passé, de son histoire, de sa mémoire

Suite de la page 7

le dire autrement, les « mots » présumés de Donald Trump ne font que reconduire vers notre conscience active « nos maux » que nous avons manufacturés nous-mêmes.

Cessons de crier au racisme. Oublions-nous la réalité de l'idéologie de couleur et ses séquelles? Pourquoi exploitons-nous de manière si outrancière, avec beaucoup de mépris et d'indécences, nos frères les plus démunis? Pourquoi sommes-nous devenus si méfiants les uns vis-à-vis des autres? C'est que nous avons, au rythme des années, sacrifié nos valeurs fondamentales à l'autel de l'ingouvernabilité, de la cupidité, de l'indécence publique, de la malhonnêteté et de l'impunité. Dans notre incurie administrative et politique, c'est chacun pour soi, et Dieu nous oublie tous.

Que faire ?

À l'énonciation de tous ces déboires, nous nous empressons aisément d'accuser cette bourgeoisie compradore, antinationale et antipatriotique. Alors où sont passés les intellectuels organiques, les stratèges politiques, les planificateurs urbains et les opérateurs sociaux ? Où sont donc passés les « *gason vanyan* et les *fann vanyan* » de notre société ? Où sont passés nos visionnaires ?

Pour nous en sortir, faut-il continuer d'évoquer la mémoire des Toussaint Dessalines Christophe Capois-la-Mort ou de Pétiou ? Faut-il retourner à Claire Heureuse, à Marie Jeanne, ou à Catherine Flon ? Devrait-on tou-

jours parler de Bouckman et de Mackandal ? Où sont nos Nord Alexis, nos Antoine Simon et nos Dumarsais Estimé ? Où sont nos Rosalvo Bobo et nos Charlemagne Peralte ? Où sont passés nos Oswald Durand, nos Jean-Price Mars ou nos Jacques Roumain? Nous avons, en moins d'un siècle, abandonné tous ces beaux rêves d'être nous-mêmes et de nous respecter nous-mêmes comme nation, comme peuple et comme pays. Nous avons perdu le sens de cette Haïti championne de la liberté, de la dignité universelle et de « l'égalité des races humaines ».

Nous pouvons continuer de nous leurrer nous-mêmes, nous croyant différents de nous-mêmes et l'émule de notre alter ego. Il ne fait point de doute que, pour l'actuelle administration américaine, nous logeons tous à la même enseigne de « pays trou-de-cul ». Contrairement à ce qu'écrit le journaliste du quotidien haïtien *Le Nouvelliste*, il nous faut nous flageller, mais sans perdre le courage de briser les chaînes symboliques et mentales avec lesquelles nous nous sommes attachés nous-mêmes. Nous nous sommes remis dans les fers nous-mêmes, donnant plus que la preuve que le passé glorieux n'a jamais été garant d'un brillant présent sans une vision stratégique et disciplinée de ce que nous voulons être à l'avenir.

Il est temps de terminer le cauchemar, de se réveiller et de se mettre au travail si nous voulons nous retrouver un jour comme nation, comme peuple et comme pays. Se sentir outrés, puis seulement « se serrer les dents » face aux insultes même des plus idiots n'est plus suffi-

sants pour nous sortir de là. Il faut se troussez les manches et mettre les deux mains à la tâche avec volonté, discipline et détermination. Il nous faut travailler à construire la nouvelle Haïti comme une nation pauvre, mais respectée et respectable. Le soutien des pays amis s'avèrerait bien sûr indispensable pour cette lourde tâche historique. Mais il est de notre responsabilité d'en être les principaux architectes et les premiers artisans.

Le gouvernement haïtien conviendra alors avec moi, pour revenir à sa note de presse, que

« dénoncer » se situe à mille lieues de « proposer ». L'outrage est inefficace sans la rage de remédier à notre situation actuelle et de faire émerger une nouvelle Haïti. Il nous faut maintenant un vrai programme de gouvernement, inspiré du principe que « gouverner » ne se résume pas à « diriger » de manière à s'enrichir et à enrichir ses amis et ses proches. C'est à la fois penser le présent et se projeter dans l'avenir avec le peu de moyens dont peut disposer le pays, double impératif auquel la « *Caravane de changement* » ne semble pas encore en mesure de répondre. Il nous faut une pensée et une vision de pays, une planification stratégique avec des cibles bien définies à atteindre dans des périodes de temps bien précisées. La dignité publique ne se reconquiert qu'au prix de la restauration de la chose publique, de l'imagination politique créatrice, de la gestion rationnelle, de l'intégrité et de la détermination de réussir.

Je souhaite vraiment que ce gouvernement cesse, dans sa manière de gouverner, la « véridable méprise » au peuple, pour

reprendre ses propres mots à l'égard de la présidence américaine; qu'il apprenne à accomplir des actes qui nous revalorisent comme pays d'histoire et de mémoire; qu'il commence lui-même à pratiquer les « vertus de sagesse, de retenue et de discernement que doit cultiver toute autorité publique ». Alors qu'on se refuse l'engagement, les pratiques de la bonne gouvernance offrent la meilleure façon de restaurer la fierté d'Haïti, d'honorer nos aïeux et de revaloriser le peuple, au-delà du niveau de nos capacités économiques et matérielles. Ce deuxième principe de gouvernement semble jusqu'à présent totalement échapper à nos décideurs.

J'ai fait mon choix

Comme l'enseignant les propos de la présidence américaine aussi bien que les autres événements précédemment cités, il n'y aura pas de salut individuel, et l'outrage ne saurait être la solution à notre situation actuelle. Nous sommes dans le même bateau, de la Saline à Pétiouville, Kenscoff, Furcy ou Montagne noire. De l'habitant du palais national à l'habitant de *Azouboutou*, nous nageons tous dans le même « *twou latrin* ». De la diaspora réussie à celui qui abuse du *welfare* ou de l'aide sociale, nous provenons tous du même « pays trou-de-cul ». Le bateau est rempli d'eau et nous sommes en train de couler. Nous ne nous sauverons de la noyade que par un effort concerté, conjoint, conscient et systématique, et grâce à l'implication et l'intelligence du capitaine à bord.

Vous pouvez vous boucher le nez et entrer votre tête d'autruche dans le sable jusqu'à ce que les prochaines vagues viennent encore vous forcer à les mettre dehors. Pour une énième fois, vous irez à la radio ou à la télévision vous lamenter des meurtrissures subies par votre ego, sans attache nationale et sans référence identitaire. Vous prétendez encore une fois parler au nom du pays que vous ne chérissez pas, et au nom de ce peuple que vous avez toujours méprisé profondément.

Ou, nous nous troussons, dès

aujourd'hui, les manches avec volonté, dignité et détermination pour mener cette guerre implacable contre les affres de la misère et de l'analphabétisme en Haïti. Aux propos odieux de la présidence américaine, nous opposerons une vision de pays, le travail ardu et l'intelligence pratique à faire émerger une nouvelle Haïti.

Ce combat de titans ne se mènera pas à la Don Quichotte ; il sera porté par le volontariat et la collectivité de « natif natal conséquent ». Il exigera l'implication d'équipes spécialisées, conscientes de la tâche qui leur incombe et pleinement engagées dans la construction d'une nouvelle Haïti ainsi que dans le devenir du peuple haïtien. Soit à l'aide d'équipes déterminées à réussir, accompagnées de l'Etat haïtien, ou sans l'aide de l'Etat haïtien.

Comme je ne viens pas d'un « pays trou-de-cul », mais d'un grand pays d'histoire et de mémoire, j'ai choisi le camp de l'engagement pour la dignité et la fierté. Loin d'être outré par l'inculture, je me mobilise pour que les générations à venir aient la chance de ne pas subir de telles humiliations. Au rythme fracassant de l'outrage, je recommanderais de substituer la mélodie de la fierté et du respect à un peuple vaillant, digne et combattif.

Manquerons-nous encore une fois ce grand rendez-vous avec l'histoire et avec notre histoire ? J'ai déjà donné ma réponse. Il revient maintenant à vous de faire votre choix, tout en ayant conscience que votre choix ou votre non-choix aura des impacts importants pour vous-mêmes, pour vos enfants, pour vos petits-enfants. Ainsi que pour toutes les autres générations à venir.

¹ Je m'excuse à l'avance auprès des esprits chastes. Je reprends dans ce texte le même langage utilisé par Donald Trump puisque c'est cela que j'essaie d'analyser.

Pierre Joseph Ulysse, Ph. D.
sociologie
Coordonnateur général de la PDSL www.pdslh.org
josephpi@live.ca 514-770-7308
Montréal, 17 janvier 2018

1 bdrm & studio apts for Rent
Located in Upper Darby, PA 19082
Utilities included (not electric)

Call: 610-352-5975 lve msg or
610-342-5914

Frantz

Photo & Video Studio

PHONE: 718.953.4990/ 917.513.2118

843 FRANKLIN AVE. (BLK. UNION & PALSUDINI)

FRANTZSTUDIO.COM



Weddings, Engagements, Bridal Showers, Baby Showers, Birthday Parties,
Graduations, Communions, Headshots, Enlargements (without Negatives),
Photo Restoration, Invitations, Passport photos & much, MUCH MORE!



MIRLÈNE CLEANING SERVICE, INC.

We specialize in House Cleaning.

No job is too big.

Call (347) 666-1965

Mirlène Cornet, Owner

Email: mirlenecornet@gmail.com

CARNAVAL 2018 ET MICHEL MARTELLY

La mairie de Jacmel bannie du budget par le Premier ministre

Suite en page 13

bannir la participation du groupe musical de l'ex-président Michel Martelly aux défilés traditionnels. Les cartels municipaux des villes comme Jacmel (dans le sud-est) et des Gonaïves (dans l'Artibonite), notamment, ont définitivement écarté M. Martelly et sa bande, sous l'accusation d'afficher des comportements inacceptables en société, l'ex-président et musicien du compas ayant proféré des paroles ordurières dans ses concerts publics et sa participation aux défilés carnavalesques antérieurs.

La situation qui s'est développée depuis que les municipalités de Jacmel et des Gonaïves ont pris des résolutions excluant Michel Martelly, l'administration Moïse-Lafontant n'a pas hésité à passer à l'attaque contre les conseils municipaux jugés récalcitrants, en ce sens qu'ils vont à l'encontre du gouvernement central lorsqu'ils décident d'empêcher l'ex-président et son orchestre de faire partie du défilé.

On apprend d'une source confidentielle proche du maire Macky Kessa, que Jacques Guy Lafontant, Premier ministre du président Moïse, avait menacé de couper les vivres à la mairie si les autorités de cette ville mettaient à exécution leur projet d'exclure l'ex-président du Carnaval.

Selon une autre source proche du maire, au cours d'une conversation téléphonique avec le maire principal de Jacmel, le Premier ministre lui a déclaré sans ambages que sa ville ne bénéficiera pas

d'allocations du gouvernement si l'ex-président Martelly ne participe pas au défilé carnavalesque de sa ville.

Un autre individu évoluant dans l'entourage de cette même commission municipa-

lesques à Jacmel.

En effet, a encore révélé Macky Kessa, « *Le chèque qui nous a été remis est invalide* ». L'Exécutif a pris des dispositions en ce sens, puisque les démarches effec-

sommes réunis avec plusieurs associations et les institutions de la communauté jacmélienne pour prendre cette décision».

Jacmel réalisera le

mécènes et fils de la ville en diaspora. Kessa a encore révélé que les festivités carnavalesques se dérouleront comme prévu avec la participation de ces jeunes et les moins jeunes fortement appuyés par toute la ville qui n'entend pas baisser pavillon devant Michel Martelly et les gens qui lui ressemblent en geste et en paroles.

L'administration Moïse-Lafontant solidaire de Michel Martelly

Les prestations de Michel Martelly dans les salles de spectacles, sous le signe de l'indécence et de propos orduriers largement condamnés par les familles haïtiennes, ne gênent en rien ni ne dérangent l'administration Moïse-Lafontant. C'est ce qui explique la décision annoncée par le Premier ministre niant le financement pour le Carnaval de Jacmel.

Par ce geste, pour le moins indécent, du régime tèt kale, mais surtout par leur attitude dépourvu de scrupule, Jovenel Moïse et Jacques Guy Lafontant se retrouvent aux antipodes de la société dont la grande majorité, exclusion faite des écervelés issus du même recoin social que Michel Martelly, est scandalisée par les prestations publiques de l'ex-président musicien. Le pays doit se soulever contre cette décision de l'équipe au pouvoir de punir la ville de Jacmel dont les citoyens, encadrés de leur administration municipale, on pris leur courage à deux bras pour dire halte-là à l'indécence !



Le président Jovenel Moïse (à droite) et son Premier ministre, Jacques Guy Lafontant.

le a fait comprendre que le Premier ministre a joint le geste à la parole, ayant passé des instructions à la Banque centrale de ne point autoriser le paiement du chèque émis en faveur de la municipalité de Jacmel aux fins de finance le Carnaval. Dans une déclaration faite à la presse, M. Kessa lui-même a précisé : « *Le gouvernement a choisi de ne pas subventionner le carnaval de Jacmel prévu pour ce week-end suite à la décision de la mairie de Jacmel d'exclure Sweet Micky du parcours* ». L'administration Moïse-Lafontant a bel et bien boycotté les festivités carna-

tuées auprès de la Banque centrale pour tenter d'encaisser le chèque en question n'ont pu aboutir. Le maire a laissé entendre aussi : « *On nous a dit que le chèque ne sera pas prêt avant le 10 février. Or, le carnaval est prévu ce week-end* ».

Le maire Macky Kessa a expliqué que lui et les autres autorités municipales, pour arriver à la décision prise à l'encontre de l'ancien président haïtien ont rencontré les notables de la ville, des membres de la société civile ainsi que d'autres secteurs important de la Cité. Aussi a-t-il déclaré : « *Nous nous*

Carnaval avec ses propres moyens

La décision de l'Exécutif de nier des fonds pour le Carnaval à la municipalité de Jacmel, loin de décourager les autorités, les a encouragées à redoubler d'effort. C'est pourquoi le conseil municipal a rassuré les Jacméliens qu'ils auront leurs festivités cette année, même sans les allocations traditionnellement octroyées par Port-au-Prince. Mais Jacmel va devoir compter sur ses propres moyens, les maigres ressources collectées sur place, auprès des amis de la capitale, ainsi que d'autres

HAÏTI

OBSERVATEUR

WWW.HAÏTI-OBSERVATEUR.CA

Lè manke gid, pèp la gaye !

AIDE INTERNATIONALE À HAÏTI

Jovenel Moïse part en guerre contre le gaspillage entretenu par les ONG

Mais la communauté internationale risque de faire la sourde oreille à ses imprécations

Suite de la page 1

l'aide publique au développement », il ne se rend pas compte qu'il attire l'attention sur « la paille » se trouvant dans l'œil de son prochain, tout en négligeant « la poutre » qui l'aveugle. Car les dérives de ces régimes haïtiens, au fil des vingt-cinq ou trente dernières années n'échappent guère à l'attention des bailleurs de fonds traditionnels d'Haïti.

Pour un chef d'État qui a hérité de la mauvaise gouvernance, particulièrement la gabegie administrative, la gestion dans l'opacité et le détournement systématique des deniers publics, et qui en fait son apanage, M. Moïse n'a eu aucune gêne à dénoncer le gaspillage des ressources offertes sous forme d'aide à son pays.

Dans son interview, le chef d'État haïtien se lamente du fait que les Organisations non gouvernementales (ONG) ont gaspillé des milliards de dollars destinés à financer des projets de développement conçus de manière fantaisiste, en sus d'être surfacturés, alors que le gouvernement est maintenu à l'écart. Aussi, s'est-il écrié : « Si durant les quarante dernières années, les milliards de dollars dépensés pour aider au développement d'Haïti n'ont pas donné les résultats escomptés, c'est parce que l'approche et le paradigme doivent changer ». Sans identifier les entités auxquelles s'adressent ses reproches, Nèg Bannann nan a souligné : « Haïti doit avoir la capacité d'obtenir des prêts pour effectuer les investissements pour créer de la richesse, pour investir plus, pour fournir l'électricité 24 heures par jour ».

Un cri du cœur

Après exactement un an au pouvoir, M. Moïse se trouve confronté à un déficit budgétaire, en sus de se voir tenir la dragée haute par les bailleurs de fonds traditionnels d'Haïti fatigués de traiter avec des dirigeants prédateurs des ressources de l'État. Cette pratique, qui avait déterminé la communauté internationale à canaliser l'aide à Haïti par les ONG, loin de s'arrêter, s'est davantage renforcée. Ce qui a eu pour conséquence le manque à gagner constaté dans l'aide à Haïti, surtout avec le

régime tèt kale de Michel Martelly, mais qui s'est amplifié sous Jovenel Moïse. D'où l'omniprésence de la corruption et des activités illicites à tous les niveaux de l'administration publique. Ceux qui s'interrogent sur l'origine des millions investis dans les projets favorisés de Moïse, notamment la « Caravane du changement » et « l'électricité 24 heures sur 24 » n'ont qu'à porter un regard nouveau sur la pègre et le monde des trafiquants illicites, ou encore de propriétaires d'entreprises spécialisées dans le négoce illicite.

Il faut alors poser la question : pourquoi Jovenel Moïse s'acharne-t-il à garder secrète la source de financement des projets d'électricité 24 heures sur 24 sur toute l'étendue du territoire national; ou la Caravane du changement dont le budget n'est jamais annoncé au peuple haïtien ? Aussi bien la condition occulte du financement des tracteurs et équipements soit disant donnés comme dons au paysans. Pourtant, il s'est donné la peine de faire tout un plat avec l'achat de 500 unités d'équipements lourds dont les compagnies Haitian Tractor & Equipement Co. S.A., Auto Plaza S.A et Automeca ont été choisies comme fournisseuses. Prévus pour l'usage des ministères des Travaux publics et des Télécommunications, de l'Agriculture et des Ressources naturelles et de la Défense, les équipements ainsi commandés doivent coûter au total USD 123 millions 372 025 \$. L'accord a été passé avec les trois firmes, suite à la garantie donnée par la Banque centrale, ou Banque nationale de la République d'Haïti (BRH), que la dette sera payée « promptement ».

Bizarrement, aucune formalité de ce genre n'a été accomplie pour financer les « gros projets » nationaux de Jovenel Moïse, faisant croire que des magouilles internes ont été perpétrées en vue d'assurer le financement nécessaire à la réalisation des projets favorisés du président. Car les trois compagnies reconnues par obligation contractuelle, en vue de l'acquisition de ces équipements, ne peuvent placer les commandes sans prouver aux manufactures, non seulement l'origine des fonds requis, mais encore qu'ils

seront disponibles à livraison. Puisque, Haïti ayant la réputation de « produire de l'argent sale », comme l'a bien dit un observateur financier, il faut que toutes les précautions soient prises pour éviter que les fonds mal acquis n'entrent pas dans le système bancaire international.

Il faut souligner aussi que, les gouvernements étrangers et les milieux bancaires internationaux, soucieux que le président haïtien se trouve sous le coup d'une inculpation pour blanchiment d'argent, prennent des « précautions exceptionnelles » en ce qui a trait aux transactions commerciales et bancaires avec Haïti. Une autre raison de prendre leurs distances par rapport aux dirigeants haïtiens.

Jovenel Moïse et ses conseillers politiques et proches collaborateurs feignent d'ignorer l'influence négative que leurs dérives personnelles et celles de l'administration Martelly ont sur les relations d'Haïti avec la communauté internationale. Pourtant l'indifférence manifestée à l'égard de l'administration Moïse-Lafontant en matière d'aide est une conséquence directe des démêlés du président haïtien avec la justice haïtienne. Car plus M. Moïse avance dans son quinquennat, davantage son administration se sent financièrement coincée. Aussi, son intervention à Bloomberg News constitue-t-elle un cri du cœur, puisque voyant sa présidence cheminer vers un cuisant échec, ne pouvant trouver les ressources nécessaires à la réalisation de ses programmes. Quand il dit « Haïti doit avoir la capacité d'obtenir des prêts pour effectuer les investissements pour créer de la richesse, pour investir plus, pour fournir l'électricité 24 heures par jour »

, il sous-entend qu'il souhaite que les conditions changent. Et il se croit autorisé par l'urgence du moment d'ajouter : « Nous disons maintenant que nous voulons penser, concevoir et implémenter nous-mêmes le développement ». Dans de telles conditions, il ne fait que lancer un cri du cœur. Mais, à bout de ressources, il ne reste plus à l'équipe tèt kale dirigée par Jovenel Moïse qu'à crâner, multipliant les projets sans lendemain, dans l'espoir de donner le change au peuple, et espérant lui faire

croire que les programmes de développement qu'il a promis sont en plein dans la cible. En tout cas, l'incapacité de terminer des chantiers ou de concrétiser la promesse de l'électricité 24 heures sur 24 pour tous les dix départements traduit une différente réalité.

Ils n'ont rien fait pour changer la donne

Installé au pouvoir pendant qu'il est inculpé pour blanchiment d'argent, un crime qui laisse entendre d'autres encore plus graves, comme le trafic de drogue ou d'autres activités illicites, en sus de continuer la gestion opaque des finances du pays et les dérives reprochées à Michel Martelly, Jovenel Moïse réunit toutes les fautes pouvant déplaire à la communauté internationale. L'actuel locataire du Palais national et ses proches collaborateurs n'ont rien fait pour changer la donne et inspirer une différente politique des bailleurs de fonds à l'égard d'Haïti. Le constat est bien réel, en dehors du sphère des partisans du régime tèt kale et ceux qui se réclament de la clique Nèg Bannann nan : avec Jovenel Moïse au pouvoir, c'est le maintien du statu quo ante. Le prédécesseur de Moïse lui laisse un modèle d'administration et de politique que ce dernier suit à la lettre. En plus, bien sûr, qu'il est sous l'inculpation pour blanchiment des avoirs.

Quand le chef d'État haïtien s'en prend aux ONG, les accusant d'avoir « gaspillé » et mal géré les milliards de dollars d'aide accordés au pays, au cours des quarante dernières années, il ignore totalement le détournement et le vol systématique de fonds publics orchestrés par les gouvernements qui se sont succédés au pouvoir, au cours des dernières décennies, y compris le sien, à titre personnel. La liste des chantiers qui ont été fermés sans que les ouvrages ne soient terminés en disent long. Et le rapport sur l'usage des milliards décaissés du fonds PetroCaribe culpabilisant des ex-Premiers ministres, anciens ministres et autres hauts fonctionnaires, ainsi que le chef de l'État lui-même, dans le détournement de ces ressources, établit clairement le caractère universel de ces crimes. De même que les scandales à rebondissements

aux relents de corruption, de surfacturation, de l'émission de chèques zombis et de transactions illégales se donnant libre cours dans l'administration publique, particulièrement au sein des ministères et des organismes d'État, constituent autant de raisons d'infliger un score négatif au crédit de l'administration Moïse-Lafontant et à son mérite d'autonomie financière.

À l'analyse de ces faits, les bailleurs de fonds, ainsi que les institutions de la haute finance internationale ont toutes les chances de faire la sourde oreille aux plaintes de Moïse. Car, dans les milieux où sont négociées et discutées les conditions et les raisons d'aide, ainsi que la gestion calamiteuse des financières d'Haïti, tandis que le président et les parlementaires se liguent ensemble pour appauvrir les citoyens, la majorité des décideurs se disent « scandalisés » de l'état des finances haïtiennes et la mauvaise conduite des dirigeants.

« Des deux côtés, le mal est infini » pour l'équipe Moïse. Parce que, avec un déficit budgétaire que les conditions ne permettent d'éponger, et sans qu'ils puissent trouver de crédit pour financer leurs projets, Jovenel Moïse a le dos au mur. Quelles que soient les critiques qu'il lance contre les ONG, les acteurs internationaux ne changeront pas leur position par rapport à ces dernières. Si d'aventure les arguments du président haïtien sont accrédités, rien n'autorise à croire que le droit de décider, en matière de projets de développement, du choix des compagnies et de la responsabilité d'effectuer les paiements seront retournés au gouvernement haïtien.



7 février 2017 - 7 février 2018, le premier anniversaire de Jovenel Moïse au pouvoir célébré sur fond de corruption

Par Claudy Briend Auguste

Jovenel Moïse devrait se mordre le nez de n'avoir pas eu plutôt, en février 2017, pour son fameux projet de loi sur la diffamation, un Joseph Lambert croyant avoir un droit inhérent au statut de président du Sénat, pour outrepasser son rôle de modérateur des débats en tombant véritablement dans la provocation, avec le traitement du dossier Petro Caribe. Un chapitre qui serait très loin d'être fermé, dans la mesure où des citoyens conséquents ne sont pas aptes à revivre les spectres de



7 février 2017, prestation de Jovenel Moïse avec son épouse Martine Joseph.

l'avant 7 février 1986, non plus des régimes pseudo-démocratiques ou totalitaires.

Jamais depuis ce matin du vendredi 7 février 1986, l'Haïtien n'a goûté à l'eau de vie devant insuffler en lui l'espoir et le bonheur que ce changement de maître, opéré au crépuscule avec la



Le président Jovenel Moïse et son Premier ministre Jacques Guy Lafontant.

chute des Duvalier, allait lui apporter pour toujours. Hélas ! Notre incapacité à gérer un acquis et la perplexité dans le choix de nos gouvernants se sont assez vite transformées en déception. Et 32 ans plus tard, le pays ne se porte pas mieux qu'il ne l'était en 1986. Ou ce n'est que pire aujourd'hui. Il nage dans la corruption. Tout par et pour la corruption à la base des décisions de l'État sombrant dans l'ignominie.

Jovenel Moïse peut, certes, s'accorder, ce mercredi 7 février 2018, un satisfecit, pour le moins surprenant, mais rien de ce qu'il a dit ou dira, ne viendra changer notre perception d'un pays, au premier constat, qui va de mal en pis. C'est la dégénérescence depuis le fameux discours du président de la République, le 1er jan-

vier 2018, aux Gonaïves. S'il a pu identifier les 5 grands problèmes du pays, mettant à mal les aptitudes organisationnelles de l'État d'Haïti, toutefois il a multiplié la corruption par de grands maux dont on risque de subir pour longtemps les conséquences. De 7 février 2017 à 7 février 2018, la corruption est arrivée à polluer des esprits qui se taisent et se maintiennent dans l'expectative en assistant aux folies d'un homme qui prend corps pour devenir une dure réalité.

La date du 7 février a perdu toute son élégance et ses vraies raisons d'être, dans l'acceptation de l'arrogance de certains et de

l'impunité dont jouit l'autre, qui dicte encore ses lois à la République. Absolument, nos analyses ne reflètent rien de particulier avec le personnage en lui-même, bien au contraire, on le regardait de loin évoluer dans sa sphère d'action pendant une longue période de grâce jusqu'au jour où il

cherchait à museler la parole libérée un 31 janvier 1986.

Ensemble, le Sénat et le régime Moïse-Lafontant sombrent dans la corruption

En tout début de la tenue des premières élections réalisées en août 2015, par l'administration Martelly-Lamothe-Paul, après plus de quatre ans passés au pouvoir, *Haïti-Observateur*, dans l'un de ses éditoriaux d'août 2015, portant à réflexion, titrait : « Pour sauver Haïti, il faut éliminer les législatives du 9 août ». Ce qui n'a pas été fait, car les enjeux étaient beaucoup trop grands. Et finalement, ces « élus » sont arrivés à bout d'une mission qu'ils ne voyaient pas venir auparavant, car s'il n'y avait pas ce laps de

temps sans PHTK-tèt kale directement au pouvoir de 7 février 2016 à 7 février 2017, jamais, on entendrait parler de la dilapidation du fonds Petro Caribe. Tout va très bien, madame la marquise.

Le tandem exécutif-législatif forme un couple parfait pour enterer le dossier PetroCaribe. De près ou de loin, Joseph Lambert sait très bien qu'il est également lié au rapport pour avoir été le proche conseiller de Michel Martelly, sans oublier Youri Lartout dont la réaction, vendredi dernier, au vote du document d'investigation de Petro Caribe en catimini, prête à équivoque. La 50e Législature, qui représente, à proprement parler, nullement les intérêts de leurs mandants, se fait directement le complice d'un mal bureaucratique gangrené par la corruption dont eux-mêmes, parlementaires, sont des bénéficiaires directs en tout premier lieu.

La classification du dossier PetroCaribe, tout au moins c'est ce que croirait le sénateur Lambert, est un changement d'attitude qui ne jouera pas un rôle déterminant, car elle ne peut et ne saura démarquer d'une nouvelle trajectoire. La justice ! Qu'elle soit bancal ou en putréfaction, son odeur fétide à elle seule suffirait pour freiner les velléités de nos « dirigeants » prônant avec leur « *je m'enfoutisme* » un retour à la vieille école. D'autant plus que le réveil de conscience citoyenne en rappel aux espoirs suscités par les événements du 7 février 1986, dissipés en fumée, brandira son carton jaune ou rouge pour demander des comptes.

Des actes de corruption notoires posés an par le régime tèt kale bis

La ratification du Premier ministre Jack Guy Lafontant constitue la réponse des parlementaires à la présidence, quand ils viennent de justifier la présence de leurs pions déposés sur cet échiquier. Ils l'ont ratifié et c'est plus que normal, trouvent-ils, pour composer avec le gouvernement.

Les différentes subventions accordées aux parlementaires à Pâques 2017, rentrée scolaire 2017... une nouvelle rubrique budgétaire pour reconstruire le Palais législatif alors qu'aucun rapport n'est venu rendre compte d'un montant déjà disponible pour initier les travaux. Subventions scolaires : les kits scolaires ? Nous sommes presque sûrs maintenant d'affirmer que le président a caché la vérité à la journaliste de RFI, à Paris, en disant que le rapport d'enquête sur les kits scolaires sera bientôt publié. Par qui ? Le futur remplaçant de l'ex-commissaire zélé Ocnam Daméus, qui aurait oublié qu'avec le « 7 février 1986 », il y a beaucoup d'actes arbitraires qui sont révolus, malgré tout. D'autres sur le régime Lavalas ont essayé avant lui et ont échoué.

Les kits scolaires électriques. Un dossier déjà oublié, alors que les 17 mois programmés pour établir l'électricité partout à travers le pays ne sont pas encore écoulés. Qui était en charge de ce

dossier ? Existe-il un rapport sur les dépenses effectuées facilement consultables ?

La « *Caravane du changement* », sans commentaires. Laissons au futur le soin de présenter son rapport détaillé... Mais tout simplement, nous ajoutons qu'une partie des interrogations ont été répondues par un haut fonctionnaire dominicain qui a fait peu de cas du « *certificat de l'eau décerné au président Jovenel Moïse à Paris* ». Pour ce minis-

tes et Jacmel.

Toutefois, on avance dans l'entourage du chef de l'État, une équipe qui se diffère totalement des cellules de propagande sur les réseaux sociaux, qu'il a de bonnes intentions mais malheureusement qui se heurte à la résistance des tenants du statu quo au sein de la bureaucratie en Haïti. Jovenel Moïse attendait-il le premier anniversaire de sa présidence pour se démarquer de la corruption ? Là encore, il faudrait



Jovenel Moïse et la première dame Martine-Marie Étienne-Joseph.

tre, Haïti fera face à une crise d'eau dans 10 à 15 ans.

La remobilisation de l'Armée. Plus de trois mois après, nous considérons toujours qu'il s'agit de la plus grande farce du régime pour leurrer les nostalgiques des FAD'H.

Le vote du budget ou loi de finances 2017-2018 dans le mépris et l'indifférence totale de la population. Où est donc passé cet ancien président de la Chambre des députés disant « *qu'il veillera à ce que les moindres centimes collectés reviennent sous forme de projets et d'activités utiles à la communauté* ». La subvention accordée aux partis politiques, ou la prime à leur passivité, fait-elle partie des retombées positives

s'attendre à ce que le poisson espère retrouver de l'oxygène hors de l'eau. M. Moïse, en entamant la deuxième année de son quinquennat, est arrivé à un grand défi. Comment s'assurer la continuité de son parti au pouvoir sans un CEP acquis à sa dévotion ? Seule la pratique de la corruption pourrait permettre à des anciens conseillers électoraux de revenir en charge pour n'avoir rien accompli d'extraordinaire dans le passé.

A quand la fin de la corruption en Haïti ? Nous plaignons-nous à nous faire passer pour un « *pays de merde* » avec l'impunité régnant en maître ? Accorder l'autonomie à la Justice, Monsieur le président, en commen-



pour la cité ?

Le carnaval ! La liste serait trop longue si l'on se mettait à énumérer tous les points négatifs gardant la république en marche sur place depuis le 7 février 2017 avec le débarquement de Jovenel Moïse au Palais national. Pour le carnaval, la République de Port-au-Prince s'est démarquée des considérations d'intérêt public qui sont en jeu, en particulier l'ordre public, la moralité mis en relief par deux grandes villes de la République d'Haïti, Gonaï-

cant par le retrait et la dénonciation des 50 juges corrompus, car le 7 février 1986 n'a pas été fait pour un homme, un parti ou encore un petit groupe restreint d'hommes, les mêmes d'hier et d'aujourd'hui. Il arrivera un jour où personne, même celui qui se prend pour être un animal politique, ne pourra plus arriver à mettre la réalité en sommeil pour nous bercer d'illusions, alors que le pays s'enfoncé inexorablement dans la merde. cba



Célébration du centenaire de Nemours Jean-Baptiste : Une preuve de reconnaissance

Par Robert Noël

La reconnaissance est un acte manifesté à l'égard de quelqu'un de qui on reçoit un cadeau ou un bienfait, aussi petit qu'il puisse être. Seuls les ingrats négligent de reconnaître l'œuvre d'un bienfaiteur. La vie même se fonde sur la dualité. Quand on reçoit un cadeau, il est de coutume de remer-

rendre hommage.

Nemours Jean-Baptiste au centre de l'histoire de la musique de danse haïtienne

Né le 2 février 1918, Nemours Jean-Baptiste a été témoin de grands événements qui avaient marqué son existence. Ce 2

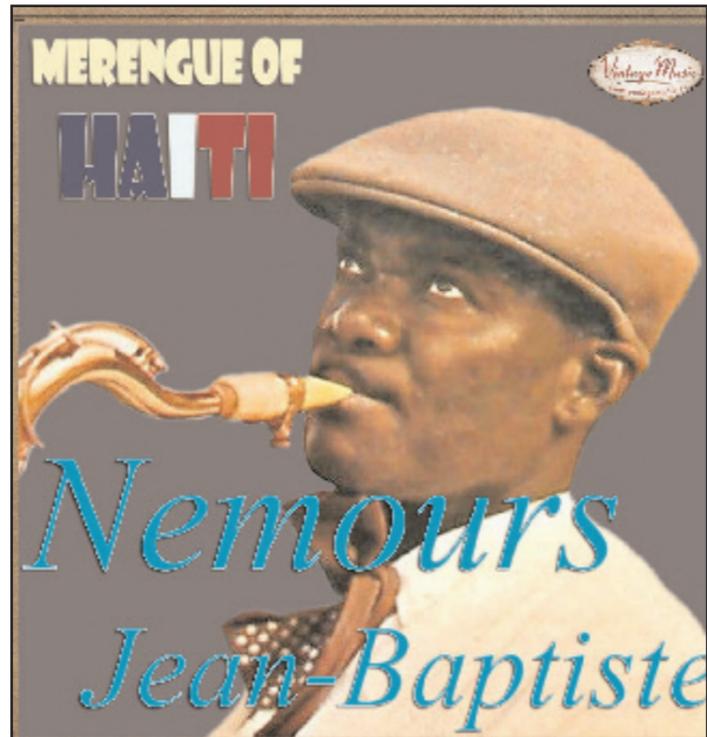
me un patrimoine culturel qu'il faut bien conserver et protéger. Il est impossible de quantifier les tubes « hits » du répertoire du Super Ensemble Nemours Jean-Baptiste, tellement ils sont nombreux. Parmi les plus connus, on peut citer : « Ti Carole », « Compas Cabane Choucoune », « Infiltré », « Les Trois dangers », « Immortel Compas » et « Vive Konpa dirèk ».

L'Ensemble Nemours Jean-Baptiste jouissait d'une grande popularité. La simplicité rythmique de l'original compas direct lui a valu cette notoriété. Si ce genre musical a dominé la scène pendant longtemps, on le doit à Nemours Jean-Baptiste. S'il vivait encore, il aurait peut-être reproché aux musiciens d'aujourd'hui leur égoïsme et leur déviation du pur compas direct en y insérant des éléments qui dénaturent son essence. Les musiciens n'ont rien organisé à l'occasion du centenaire de Nemours Jean-Baptiste. Ils ne connaissent même pas l'histoire du compas direct. Ils n'évoluent que dans leur petit cercle.

Qu'on ne s'étonne pas si les promoteurs et les musiciens organisent des soirées sous un libellé utilisant le centenaire de Nemours Jean-Baptiste pour motiver les gens. Ils peuvent présenter un format comme celui-ci : Dans le but de célébrer le centenaire de Nemours Jean-Baptiste, X & Y productions présentent le groupe XXY en soirée à... Si cela se fait, que les enfants de Nemours Jean-Baptiste les traduisent en justice. On doit monter la garde pour empêcher que cela se fasse. Des avocats spécialisés peuvent aider en ce sens.

Nemours Jean-Baptiste : Un vrai innovateur

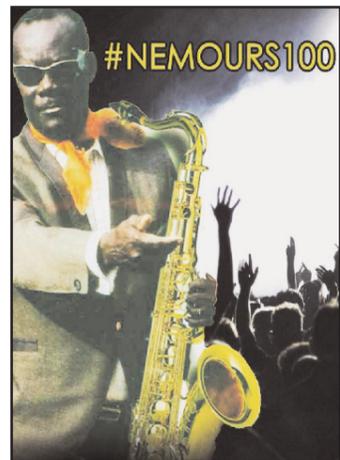
Grace à son intelligence pratique, Nemours Jean-Baptiste a pu réaliser des choses qui défient l'imagination. Par exemple, il a su maintenir l'harmonie entre les musiciens, et son esprit créatif fit de lui un vrai innovateur. Il avait introduit la guitare électrique quand il sentait le besoin de le faire. Il a eu le soin d'éliminer les timbales pour faire place à la batterie. Il a écarté le tom basse (floor tom, - en anglais) de la batterie pour créer la combinaison cloche à vache (cowbell) ou tombasse (le gong). Il avait fait choix de Ti Boston comme tom bassiste (gongiste).



L'immortel Nemours Jean-Baptiste.

cier le donneur. La dualité du compas direct réside dans le fait qu'il est à la fois un genre musical et une danse. Même ceux qui s'opposent au compas direct savent comment le danser.

Si le compas direct d'aujourd'hui s'affaiblit et diffère de l'original, dans la forme et le fond, on ne peut imputer les problèmes à



Nemours Jean-Baptiste, le centenaire qui transcende le temps.

Nemours Jean-Baptiste, le créateur de cette danse. Malgré les grandes difficultés, les musiciens d'aujourd'hui, tant bien que mal, vivent de la musique. Nemours Jean-Baptiste a tracé un chemin, donc on lui doit reconnaissance. D'ailleurs, tous ces artistes musiciens d'aujourd'hui parlent du compas direct comme un héritage qu'il leur a légué. Est-ce pourquoi qu'à l'occasion de son centenaire, ce 2 février 2018, on doit lui

février 2018, jour de La Chandeleur, il aurait 100 ans, s'il vivait encore parmi nous. On ne pourrait laisser passer inaperçue cette occasion sans lui rendre un hommage posthume, considérant ce qu'il représentait et représente encore pour la culture haïtienne.

A travers le compas direct, ce genre musical qu'il a su imposer aux Haïtiens, particulièrement aux générations de musiciens qui l'ont succédé, on célèbre sa vie tous les jours, mais de façon plus spéciale ce 2 février 2018. Ce qui confirme que la vraie mort c'est l'oubli. Le maestro Nemours Jean-Baptiste n'est pas oublié puisque ses œuvres continuent de vivre.

Son nom et ses œuvres défient le temps. Sans son apport à la musique de danse haïtienne et son ouverture d'esprit, les mini-jazz n'auraient pas existé. C'est bien lui qui avait accordé la possibilité au groupe Les Shleu Shleu de Dada Jacaman, à l'intermède à Cabane Choucoune, en décembre 1965, de jouer pour la première fois devant un grand public. Nemours pouvait, s'il le voulait, ne pas accepter. Cela avait prouvé sa compréhension et sa bonté de cœur, mais plus important encore, sa grande ouverture d'esprit. C'est triste de constater qu'aujourd'hui certains groupes musicaux ne veulent pas donner de chance aux formations en herbe, refusant de jouer en tandem avec elles.

Les œuvres de Nemours Jean-Baptiste sont immortelles. Vraiment, elles transcendent le temps et doivent être considérées com-

Après le départ de Richard Duroseau, il avait modifié la configuration de l'Ensemble en ajoutant l'orgue. Il avait même osé introduire un vibraphone, mais remarquant que cet instrument ne

qui ont su apprécier la valeur des démarches qu'il avait entreprises pour doter Haïti d'une autre forme de musique de danse. Le moment est venu aujourd'hui, à l'occasion de son centenaire, de le



Nemours Jean-Baptiste et son sax, l'architecte du compas direct.

répondait pas vraiment au besoin de l'heure, il l'avait vite abandonné. N'est-ce pas là une preuve de son intelligence pratique ?

Nemours Jean-Baptiste vit encore dans le cœur de tous ceux

remercier et lui exprimer notre gratitude. La célébration de son centenaire est un devoir de mémoire et un signe de grande reconnaissance.

robertnoel22@yahoo.com

FLASH! FLASH!



Solisyon Oganik
Pou Fam ak
Gason ki gen
Pwoblèm Sex.

KANPE RÊD

RELE CHAM SALOMON (HERB/NUTR.) TEL: 718-864-6862

EMAIL: cbseafbk@yahoo.com